

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

4^e ANNEE N° 163
JEUDI 26 OCTOBRE 72

Pour nos revendications

A L'OFFENSIVE!



CLASSE CONTRE CLASSE

- 1.200 F par mois minimum
- La retraite à 60 ans
- A travail égal salaire égal
- La semaine de 40 heures

TOUT DE SUITE!

(Editorial en page 3)

L'IMPÉRIALISME U.S. A GENOUX



La conférence au sommet des trois peuples indochinois, qui s'est déroulée le 25 avril 1970, est d'une grande signification historique : elle traduit les aspirations communes et la ferme détermination des trois peuples indochinois à s'unir contre l'impérialisme. (De gauche à droite : Samdech Norodom Sihanouk, le président Nguyen Huu Tho, le premier ministre Van Dong, le prince Souphanouvong.)

Meeting de Soutien à la lutte des peuples d'Indochine

Avec la participation de représentants des peuples vietnamien, khmer et lao
MARDI 31 OCTOBRE, à 20 h 30, au cinéma Ménil-Palace, 38 r. de Ménilmontant

LA BATAILLE DE « L'HUMANITÉ ROUGE »

POUR LES 2 MILLIONS

FAIRE APPEL
AUX MASSES !PLUS DE 1200 000 F EN DIX JOURS
POUR SUIVONS NOTRE EFFORT !

Le texte que nous publions ici est celui d'un tract diffusé massivement par nos camarades de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). Nous publions également les résultats d'une souscription réalisée dans une usine par d'autres militants marxistes-léninistes. Nous recommandons à tous nos lecteurs et camarades de suivre ces exemples de confiance dans les masses populaires et de mobilisation des travailleurs pour LEUR journal : c'est l'unique voie pour gagner la bataille de « L'Humanité Rouge » !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	Francs	Les M.-L. de l'usine	60	H.R. vaincra ! Vive le marxisme-léninisme	2
		Un ouvrier O.S.	8	A.R.V.	5
		Un ouvrier O.S.	1	Soutien à H.R.	5
Soutien à H.R.	5	Un ouvrier O.S.	50	Soutien à H.R. pour l'amélioration continue de son contenu politique	50
C.D.H.R. Staline	6,50	Un ouvrier O.S.	2	Pour les 2 millions et vive le 6 ^e congrès du P.T.A.	50
Un jeune cheminot, soutien à notre presse	150	Un ouvrier O.S.	1	Des militants P.V.C.	70
A.B.	5	N.V.T. - Soutien à H.R.	50	Pour la victoire définitive du 12 pages	7
Soutien à H.R. - Septembre	100	G.D. - Pour les deux millions de H.R.	1200	Un lycéen en lutte	10
Groupe Bayard - Soutien	40	Pour le maintien de H.R. à 12 pages	300	C.D.H.R. P.E.	160
Des anciens Résistants (octobre - novembre)	50	C.D.H.R. P.E. Versement spécial pour H.R. à 12 pages	261,50	Un lecteur ouvrier - Paris-20 ^e	3
Soutien à notre Presse - D.M.	300	Deux étudiants	20	Un couple de travailleur - Soutien à H.R.	10
Soutien à H.R. - G.J.	100	Un admirateur d'Engels	5	Une camarade	100
Soutien Permanent - C.D.H.R. P.S.	150	Deux camarades (Est)	100	Contre le fascisme - H.R. vaincra !	5
Un camarade de l'EDF, pour que H.R. continue sur 12 pages	40	Soutien à notre presse	5	Soutien à H.R.	3
Pour que H.R. poursuive son juste combat idéologique et politique	20	En avant pour les deux millions - Soutien octobre	500	Souscription de masse en Soutien à H.R. :	
J.S.	50	Deux travailleurs sur un marché	5,10	Un militant	50
ve le 6 ^e Congrès du P.T.A. et pour les 2 millions en 15 jours	100	N.V.T. 2 ^e soutien à H.R.	50	Un ouvrier algérien M.-L.	5
Un abonné enseignant	30	Un groupe de M.-L.	10	Un étudiant	4
H.R. vaincra !	10	Un appelé	10	Un lycéen de Technique	1
Soutien à H.R.	100	Pour le marxisme-léninisme - Anonyme	20	Un étudiant	1
H.R. vaincra - M.P.	5	Une vieille militante - Soutien permanent	20	Un italien communiste	1
En soutien idéologique	25	Pour gagner la bataille des 2 millions - Un travailleur	10	Une mère de famille A.F.C.	10
FAR pour H.R. à 12 pages	22	A bas l'électoratisme - Vive la lutte classe contre classe	135,20	Un militant P.C.F. Corrèze	0,50
Soutien à H.R.	10	Une infirmière	20	Un travailleur médical marocain	10
Une ouvrière en confection licenciée	5	Une femme travailleuse	3	Un jeune cheminot et sa femme	5
Un sympathisant sur un marché	5	Des communistes M.-L. Staliniens	100	Des militantes	5
Un postier M.-L.	2	Un ouvrier P 3	8	Total de la semaine	7 435,30
P.R. pour soutenir la lutte de H.R.	350	Un fonctionnaire	100	Total précédent	220 506,48
M.S. - H.R. vaincra !	50	Un progressiste trompé par le Trotskysme	2	Total général utilisé pour le règlement des dettes de H.R.	227 941,78
Anonyme pour conserver douze pages au service du peuple révolutionnaire	50	C.D.H.R. Ouandié	102		
Des camarades d'Allemagne - H.R. vaincra !	15	C.D.H.R. Memot Shéhu	15		
Un ouvrier de mairie	2,50	Un postier - Nous vaincrons !	25		
Soutien permanent	6	C.D.H.R. Oulianov pour douze pages	100		
Un travailleur saisonnier	500	Disciples de F. Marty	44		
Un étudiant	20	Un sympathisant	200		
Un couple de jeunes travailleurs - 2 ^e versam.	20	C.D.H.R. Bourgat	170		
Pour le 12 pages permanent - C.D.H.R. Charles-Michels	50	Un M.-L. Espagnol	5		
1 lecteur (octobre)	50	Des militants P.V.C.	100		
H.R. vivra ! Un couple	50	L'Humanité Rouge vaincra !	250		
H.R. vaincra ! - R.M.	50	Anonyme	10		
Soutien à notre Journal - Un lecteur	50				
H.R. vaincra ! - Des lycéens de Vendée	6				
Une sympathisante H.R.	50				
Pour les 20 000 F - Un staliniens	100				

Chaque jour, l'Etat capitaliste opprime et exploite toujours plus la classe ouvrière et les masses des travailleurs français et immigrés : cadences infernales, salaires de misère. La moitié des travailleurs en France gagne moins de 1200 F par mois. Les prix ne cessent d'augmenter, et les licenciements, le chômage deviennent une menace continue pour le travailleur.

Alors les travailleurs français et immigrés, tous unis, relèvent la tête, et se lancent dans le combat contre la bourgeoisie.

L'Humanité Rouge, journal des communistes marxistes-léninistes, raconte chaque semaine les luttes dans les entreprises, sur les chantiers, dans les campagnes. L'Humanité Rouge a défendu les luttes dures, celles qui sont dans les traditions de combat de la classe ouvrière : les militants marxistes-léninistes ont popularisé les grèves de Girosteel, du Joint Français, de la S.C.P.C., des Nouvelles Galeries, etc.

L'Humanité Rouge est le journal de la classe ouvrière. Il fait confiance à la classe ouvrière. Aussi, c'est pour mieux défendre la classe ouvrière, pour mieux lutter contre le capitalisme, que L'Humanité Rouge paraît sur 12 pages depuis juin dernier. C'est une nécessité que

nous nous imposons pour mieux remplir notre rôle de diffuseurs des idées de l'Avant garde Communiste Marxiste-Léniniste. Ces idées, la bourgeoisie fait tout pour qu'elles ne se répandent pas : elle a interdit le 12 juin 1968 le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France.

Aujourd'hui, L'Humanité Rouge doit faire face à de graves difficultés financières. Alors, nous faisons appel à vous. Travailleurs, qui êtes notre force. La presse bourgeoise, « France-Soir », « le Monde », « l'Aurore », a tous les fonds qu'elle veut, soutenue par les capitalistes au pouvoir.

L'Humanité Rouge, journal communiste marxiste-léniniste, ne compte que sur la classe ouvrière, sur vous. D'un côté le prolétariat, de l'autre la bourgeoisie. Il faut choisir. C'est sur votre force, camarades, que nous nous appuyons.

Travailleurs, ne permettez pas que L'Humanité Rouge, votre journal, soit muselé, et disparaisse faute de moyens. Souscrivez auprès de nos militants, versez pour soutenir L'Humanité Rouge en qui vous avez confiance.

Tous unis pour la bataille de L'Humanité Rouge !

Vive le Marxisme-Léninisme !
L'Humanité Rouge vaincra !

seul un soutien régulier venant de la masse des lecteurs pourra assurer à L'Humanité Rouge une parution régulière.

Aussi nous prenons l'engagement de procéder chaque mois à une souscription pour notre journal. La liste d'aujourd'hui n'est qu'un début.

Dans une usine

Les M.-L. de l'usine	60 F
Un ouvrier (O.S.)	8 F
Un ouvrier (O.S.)	1 F
Un ouvrier (O.S.)	50 F
Un ouvrier (O.S.)	2 F
Un ouvrier (O.S.)	1 F
Total :	122 F

Nous sommes convaincus que

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger :			
	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

AFFICHEZ
H. R.

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maoïste-toung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste
— chèque bancaire
— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source

Nom et adresse (facultatifs)
Date :
Pseudonyme

CLASSE CONTRE CLASSE

A L'OFFENSIVE

« L'Etat opprime et la loi triche
L'impôt saigne le malheureux
Nul devoir ne s'impose aux riches
Le droit du pauvre est un mot creux. »

Ces paroles du poète Eugène Pottier, qui créa l'« Internationale » au lendemain de la Commune de Paris, restent bel et bien une réalité de la société capitaliste.

Les travailleurs en font l'expérience chaque jour en allant à l'usine, sur le chantier, sur leur lieu de travail, vendre leur force de travail à un prix toujours plus faible, les prix des marchandises ne cessant d'augmenter. C'est la classe ouvrière qui crée les richesses de la nation et en échange elle reçoit un salaire de misère.

Et sur ces salaires, la classe ouvrière paie des impôts, impôts indirects sur les produits de consommation courante, impôts sur le revenu qui d'une année à l'autre sont en augmentation. L'Etat capitaliste saigne la classe ouvrière. Mais il ne s'arrête pas en si bon chemin, lorsque le travailleur a un logement décent, ce sont les impôts locaux qui arrivent aussi avec un taux supérieur à l'année précédente et qu'il faudra payer dans les semaines qui suivent.

La bourgeoisie monopoliste, qui vit du profit maximum, accentue de plus en plus l'exploitation de la classe ouvrière (cadences infernales, conditions de travail lamentables, etc.) et a recouru à la duperie.

Après la « nouvelle société » de Chaban-Delemas, c'est aujourd'hui la « société plus juste et responsable » du premier légionnaire Messmer. Ces gouvernements, l'un comme l'autre, restent subordonnés aux monopoles capitalistes. Même en incorporant le bourgeois « libéral » Edgar Faure comme ministre d'Etat aux Affaires sociales, qui a de l'expérience en matière de duperie. — Il fut ministre de l'Agriculture, puis de l'Education Nationale —, la société capitaliste reste ce qu'elle est, une société d'exploitation de l'homme par l'homme. Les groupes de travail constitués par Edgar Faure et composés de technocrates bourgeois ne sont que de la poudre aux yeux.

Pas moins de neuf groupes sont en place. Enumérons-les à titre d'information : La réforme du droit de licenciement ; mensualisation du S.M.I.C. et bas-salaires ; amélioration des conditions de travail ; travail « modulé » (c'est-à-dire adaptation des horaires de travail au besoin des exploités) ; développement de la participation ; travailleurs immigrés ; refonte et rénovation du Code du travail ; situation des régimes d'assurance vieillesse ; prospective sociale (c'est-à-dire problèmes des jeunes ouvriers, des frontaliers et de la circulation des ouvriers dans les pays du Marché commun).

Bien sûr, tous ces bourgeois préparent les illusions électoralistes pour tenter une fois de plus de tromper la classe ouvrière.

Et nous disons avec force, il n'y a rien de bon à attendre des « projets » des ennemis de la classe ouvrière. C'est seulement la classe ouvrière elle-même avec son avant-garde, le Parti du prolétariat, qui détruira la vieille machine d'exploitation de l'homme par l'homme en premier lieu et instaurera la dictature du prolétariat.

Bien entendu, pendant ce même temps, la classe ouvrière poursuit son combat quotidien contre les exploités. Mais son combat est actuellement trahi, dévoyé par les agents de la bourgeoisie infiltrés dans le mouvement ouvrier. Il nous suffit de rappeler quelques exemples : la grève des 135 ouvriers de l'atelier P.K. des usines Michelin à Clermont-Ferrand, qui connut la solidarité de classe des ouvriers de Michelin en France, Allemagne, Italie, Espagne, Canada, etc. et qui fut stoppée par les directions syndicales sous « promesses de négociations » ; la grève des cheminots du 20 octobre qui se déroula pour ainsi dire seule à la fin de la « semaine d'action ».

Ces quelques données nous montrent clairement que les directions révisionnistes de la C.G.T. et réformistes de la C.F.D.T. ne veulent nullement de la lutte *tous ensemble et en même temps*, de peur d'être débordées par les masses et font tout pour en conserver le contrôle.

La journée nationale d'action décidée par les états-majors C.G.T. et C.F.D.T. pour le 26 octobre va dans le même sens. C'est Krasucki, secrétaire de la C.G.T. et membre du Bureau politique du P.C.-F. qui déclare : « Nous sommes décidés à ce que les luttes se développent aussi longtemps que ne seront pas engagées des négociations sérieuses, en vue d'aboutir à des résultats concrets ». Eh bien ce révisionniste notoire appelle à la lutte pour des négociations et non pour le succès des revendications.

La classe ouvrière lutte pour ses revendications et c'est seulement en fonction du rapport de force qu'elle impose ses revendications dans la négociation. Voilà comment ce révisionniste déforme la lutte de classe !

Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge appliqueront le 26 octobre, comme les autres jours, la ligne prolétarienne de l'Humanité-Rouge, *classe contre classe*. Ils se lieront toujours plus aux masses populaires dans la lutte quotidienne contre le capitalisme exploiteur appelant les travailleurs encore trompés par le révisionnisme moderne et le réformisme à ouvrir les yeux.

Ils feront triompher le juste mot d'ordre : *classe contre classe*.

Ils seront actifs là où sont les masses.

A bas la société capitaliste et ses valets !

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

USINE BERLIET A VENISSIEUX

Plusieurs milliers de métallos ont manifesté dans les rues de Lyon le 19 octobre. Au cours de la manifestation ils ont distribué des tracts pour populariser leur lutte.

D'importants débrayages se poursuivent également à l'usine de Bourg-en-Bresse dans l'Ain.

ATELIERS BABCOCK-ATLANTIQUE A SAINT-NAZAIRE

A la suite de plusieurs débrayages effectués par 750 ouvriers pour l'augmentation des salaires et de meilleures conditions de travail, la direction a lock-outé 300 ouvriers.

RAFFINERIE COMUREX PRES DE NARBONNE

Les ouvriers de la raffinerie d'uranium sont en grève depuis le 6 octobre pour une augmentation uniforme de salaire de 150 francs et pour l'application de la semaine de 40 heures.

ETABLISSEMENTS CELMANS-SCHNEIDER AU HAVRE

45 dépanneurs sont en grève depuis le 12 octobre pour un salaire minimum de 1 200 F.

FENWICK A TROYES

Les ouvriers en grève demandent que leurs salaires soient alignés sur ceux de leurs camarades de Saint-Ouen. Cette usine a 1 000 salariés. La direction reconnaît une différence de salaire de 23 % mais n'a encore rien lâché.

BONNETERIE YVAREL A ROANNE

Une centaine d'ouvriers sont en grève depuis le 17 octobre pour leurs revendications salariales. Ces établissements ont un total de 170 salariés.

ACIERIES ET FORGES DE ST-FRANÇOIS A SAINT-ETIENNE

Pour protester contre les 34 licenciements annoncés par la direction les travailleurs se mettent en grève et manifestent dans les rues de la ville. Sur les pancartes on pouvait lire : « Non aux licenciements » « Non au chômage ».

ETABLISSEMENTS TRIGANO A CAMASTRE (Ardèche)

140 travailleurs sont en grève depuis plus d'une semaine pour leur revendication salariale.

Transports DANZAS (Paris) :

Un drôle de "conseiller" !

Chez les transports « Danzas » à la porte de Charenton-Paris, les ouvriers sont en grève depuis le 18-10-72 à 15 h. Il y a une équipe de nuit et une équipe de jour pour le personnel des quais qui totalisent environ 300 travailleurs. Sur ces 300 travailleurs, 90 % sont en grève. Il n'y a que les contremaîtres qui travaillent. Le mouvement a été déclenché pour des revendications salariales : 11 % d'augmentation sur l'année 72 ; 13^e mois payé au bout d'un an de maison (actuellement il n'est accordé qu'à ceux qui ont huit ans de maison) ; prime de tonnage égale pour tout le monde et incorporée dans le salaire (actuellement elle est partagée sur le principe de la responsabilité du travail, c'est-à-dire qu'elle augmente fortement les revenus des cadres et est insignifiante pour les manœuvres et pointeurs qui sont 90 % du personnel) ; et une prime supplémentaire de 5 F par jour de travail pour l'équipe de nuit. A toutes ces revendications le patron a dit non.

Immédiatement les ouvriers, ainsi que les délégués C.G.T. ont décidé la grève illimitée jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. Maintenant il y a même des ouvriers qui se prononcent pour l'occupation des lieux de travail.

Aujourd'hui 20 octobre le conseil-

ler juridique de la C.G.T., un jeune technocrate profondément étranger à la classe ouvrière est venu nous dire qu'il faut comprendre les gens (les contremaîtres briseurs de grève) qui travaillent pendant les jours de grève, car ils peuvent avoir d'énormes problèmes d'argent, donc il ne faut pas être violent avec eux. Il nous a conseillé aussi de demander tous les jours audience au patron pour discuter de nos problèmes au lieu de bouder dans notre coin tous seuls : « Le patron est têtu, mais il ne faut pas être comme lui, il faut faire preuve de civilité et de bonnes manières ». A un ouvrier immigré qui a dit que c'est au patron d'engager des pourparlers il a répondu : « Tu as là des propos inquiétants ». Juste s'il ne l'a pas dénoncé comme gauchiste. Il a demandé un vote pour qu'on aille demander audience au patron, ce qui a été accepté. Evidemment la réponse du patron a été non !

Il est possible qu'au retour du conseiller juridique, s'il revient, les grévistes ne lui flanque pas encore un bon coup de pied au derrière à cet énergumène. Mais c'est dans la lutte que les ouvriers démasquent ceux qui se prétendent leur défenseur.

Poursuivons notre combat classe contre classe. Un travailleur immigré

Commandez,

étudiez.

"FACE AU GAUCHISME MODERNE"

(par notre intermédiaire)

PRIX : 3 F — Ajoutez 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi.

CLASSE CONTRE CLASSE

C. I. T. - ALCATEL (Vélizy) :

CABLEURS ET CABLEUSES EN GRÈVE ILLIMITÉE

LES CONDITIONS DE TRAVAIL AU CABLAGE

Il y a des baies qui pèsent 40 ou 50 kg une fois finies et seulement composées de fils de 5/10^e : cela veut dire qu'il faut passer des milliers de fils pour faire une baie. Les câbleurs et câbleuses se déplacent toute la journée sur une chaise à roulement à bille pour tirer leurs fils sur des longueurs de 4,50 m et plus. La plupart des femmes ont les mains toutes écorchées. Certains travaux obligent à travailler debout toute la journée. Ensuite il faut ficeler les « torons », serrer la ficelle, ce qui demande un très grand effort physique, surtout pour les femmes.

Il s'agit d'un travail extrêmement qualifié pour lequel on nous offre généralement 5,52 F de l'heure le premier mois, puis 5,68 F le deuxième et cela pour un temps indéterminé. Ce qui aboutit à une situation où une bonne partie du personnel ne touche pas 1.000 F par mois. Bien sûr la direction nous dit qu'on peut se rattraper sur le boni, mais le boni, on n'y arrive pas, car les temps sont beaucoup trop durs. Exemple : 22 heures allouées pour une baie ;

70 heures de travail réel pour l'ouvrière (plus de 6.000 fils à passer). En plus les temps diminuent sans cesse.

Signalons que les 3/4 du personnel sont toujours OS alors qu'ils effectuent un travail de P1 depuis longtemps et cela dure des années. Exemples :

— une câbleuse qui a 32 ans de maison, n'a son P1 que depuis 3 ans ;
— un câbleur qui était P1 dans une autre maison est toujours OS au bout de 9 mois de CIT ;

— il y a 15 ans, une ouvrière P1 a été déplacée dans un autre secteur. Aujourd'hui elle est à 2 ans de la retraite et elle est toujours OS.

En plus de tout cela, à la rentrée de septembre, on annonçait aux câbleurs que désormais ils ne pourraient plus avoir un boni réglé (prime de rendement automatique en raison de la difficulté du travail). Cette mesure s'est traduite concrètement par une chute de paye pouvant aller de 30 à 100 F selon les cas.

Le mécontentement latent explose. Après de très brèves discussions avec 2 camarades délégués pendant 3 jours, ils décident sur le champ de se mettre en grève à 20 (85 % de l'atelier de câblage). Le fait que le câblage est un secteur clé, c'est-à-dire au démarrage de la chaîne de production, a beaucoup contribué à la décision spontanée des câbleurs.

Les revendications :

1. AUGMENTATION MINIMUM DE 200 F POUR TOUS.

2. SUPPRESSION DU TRAVAIL AU BONI avec intégration du boni 75 au salaire de base.

3. P1 au bout d'un an de maison maximum pour les non-qualifiés à l'embauche.

— P1 au bout de 6 mois pour le personnel OS câbleur à l'embauche ;
— P1 dès l'embauche pour tout le personnel qui se présente P1 câbleur à l'embauche.

4. PAIEMENT DES HEURES DE GRÈVE.

La section syndicale C.G.T., animée par des délégués combattifs, soutient activement la grève.

LE DEROULEMENT DE LA GREVE

Réponses des grévistes aux manœuvres de la direction

La direction veut casser le mouve-

ment : elle nous fait attendre 3 jours avant de nous recevoir et elle ajoute : « Je vous promets que si vous reprenez le travail, j'examinerai certains cas particuliers » !

— « Nous ne reprendrons pas le travail tant que la direction ne nous a pas reçus. Il n'y a pas de cas particuliers. Nous sommes tous concernés ».

La direction veut nous diviser : elle n'accepte de recevoir que 4 grévistes.

— « Nous voulons être reçus tous ensemble car nous sommes tous en grève. Nous n'accepterons pas de discrimination entre nous ».

Refus catégorique sur toutes les revendications avec promesses d'une « révision des temps » une fois le travail repris.

— Les grévistes sont écoeurés. Pour la moitié d'entre eux, il s'agit de leur première grève. Ils attendaient au moins un geste et ils découvrent qu'ils ne sont pour le patron que des machines à produire.

La direction veut faire pourrir la grève : silence complet depuis trois jours. Refus de toute nouvelle discussion.

— « Au 7^e jour de grève nous sommes déterminés à continuer ».

Attitude des autres secteurs

Un débrayage de soutien organisé au 4^e jour de grève, n'a rassemblé que 100 personnes sur 1.800. Beaucoup « n'y croient plus » ; ils ont été déçus par les derniers débrayages (7 et 23 juin) où ils ne se sont retrouvés que quelques dizaines. Mais surtout, la majorité des travailleurs de l'usine a préféré manifester sa solidarité par le soutien financier. Ils participent à la collecte, mais ne se sentent pour l'instant, pas suffisamment concernés pour débrayer.

Holtzer-Outillage (St-Étienne) :

INTÉGRATION DES PRIMES DANS LE SALAIRE !

Holtzer-Outillage est une usine d'outillage qui produit des forets et des fraises. Alors que le secteur forets a depuis longtemps la prime intégrée dans le salaire, le secteur fraises continue à travailler au rendement ce qui se traduit par une prime de productivité variant de 8, 10 ou 12 % ; la plupart des ouvriers travaillaient à 8 ou 10 %, certains ouvriers au prix de multiples efforts arrivent à 12 % ; A plusieurs reprises la direction avait tenté de diviser en octroyant à 2 ouvriers travaillant sur une même machine une prime différente.

A la paie de septembre, la colère monte chez les ouvriers, ils ont été volés, leur salaire de misère a été amputé d'une partie de la prime, personne y compris ceux qui font habituellement du 12 % n'obtient plus que du 8 %, les ouvriers du groupe G.R. n'ont pas de prime du tout voyant ainsi leur salaire diminuer de 120 francs.

Allons-nous tolérer plus longtemps que les chiens capitalistes et leurs valets touchent la prime alors que les ouvriers qui les font vivre doivent se serrer la ceinture. Où est passé l'argent qui nous manque ? Comme toujours ce sont les patrons qui en profitent en nous volant.

La section syndicale C.F.D.T. écartant volontairement un délégué militant marxiste-léniniste, magouille avec la direction sur la base suivant-

LES LEÇONS A TIRER

Attitude des révisionnistes

— Au niveau de l'usine : Ils ont une attitude de non soutien réel, de rejet des grévistes. Dans les mois, ils se livrent à une propagande de démoralisation des grévistes. Pour eux, il ne fallait pas faire « la grève » mais « une grève du boni » (comment les câbleurs pourraient-ils faire une grève du boni, puisque de toute façon ils n'arrivent pas à faire de boni !). Concrètement : ils ignorent volontairement la grève. L'un d'entre eux a donné « généreusement » 60 centimes à la collecte, alors qu'il gagne 2.000 F par mois au moins ! Ils veulent que nous restions isolés : les 2 responsables révisionnistes au Comité d'Entreprise, nous ont fait beaucoup de difficultés à nous prêter leur téléphone afin que nous puissions joindre les autres usines CIT en France.

— La Vie Ouvrière, contactée par téléphone : « Quoi ? Une grève illimitée ? Mais on est contre les grèves illimitées. Vous êtes bien une section syndicale C.G.T. ? » La communication fut coupée. Sans commentaire !

— Au niveau de l'Union Départementale des Yvelines : à propos de collectes éventuelles à organiser sur les autres boîtes de la zone industrielle : « Nous ne sommes pas d'accord pour faire des collectes pour 20 personnes en grève, sinon on serait tout le temps en train de faire des collectes ». Il ne s'agit là que d'un prétexte pour ne pas soutenir notre grève et même la condamner. Et ils font tout (c'est-à-dire qu'ils ne font rien) pour que notre grève reste isolée.

Ainsi les dirigeants de la C.G.T. nous ferment la porte au nez. Par contre la C.F.D.T. sait faire preuve

de solidarité ouvrière, puisque localement elle a accepté en plusieurs endroits d'organiser pour nous, le soutien financier aux grévistes.

Nos erreurs

Un certain aspect corporatiste, contribuant à l'isolement de la grève, développé par certains grévistes, a été repris par la majorité des grévistes : « C'est notre grève. On ne veut pas que les autres s'en mêlent. C'est la grève du câblage ». Beaucoup de très jeunes s'illusionnent sur le fait que le patron peut donner 200 F à 20 personnes mais pas à 500.

Face à cela, nous nous sommes contents de brandir, au nom des grands principes révolutionnaires, l'étendard de l'Unité Ouvrière, sans tenir compte des conditions concrètes de l'usine. Les câbleurs présentent des revendications générales à toute l'usine sur lesquelles on aurait voulu mobiliser tout de suite toute l'usine sans se rendre compte que l'usine était loin d'atteindre le degré de combativité des câbleurs et câbleuses. Au lieu de cela, nous aurions pu faire preuve d'initiative et d'autonomie vis-à-vis des grévistes, c'est-à-dire essayer de mobiliser les autres travailleurs sur des revendications plus limitées, même sectorielles ou bien sur les augmentations générales qui viennent d'avoir lieu.

CONCLUSION

Il faut s'attacher aujourd'hui à rompre à tout prix l'isolement de la grève. Face à l'attitude dure de la direction, les grévistes sont décidés à continuer la grève. Tous sont maintenant conscients que s'ils veulent aboutir dans leurs revendications, il faut qu'ils restent déterminés à aller jusqu'au bout.

Correspondant H.R.

te : prime incorporée dans le salaire à partir de janvier 73 pour 3 mois seulement pour la section ébauche et, si l'essai se révèle concluant la section finition en bénéficierait. Les ouvriers unis à la base rejettent ces magouillages, ils veulent la prime incorporée dans le salaire tout de suite et pour tout le monde, ils en ont assez d'être volés.

Les délégués C.G.T. ont une attitude correcte, ils rédigent une lettre qui est signée par tous les ouvriers, y compris par un camarade délégué C.F.D.T. exprimant ainsi sa volonté de lutter aux côtés de ses camarades et rejetant ainsi la ligne opportuniste de droite de la C.F.D.T. ici. Cette lettre est adressée à la direction.

Le camarade délégué C.F.D.T. démissionne sur le champ en informant tous ses camarades par vote d'affiche.

Le vendredi 13 octobre à 6 heures

COMMANDEZ

Que signifie classe contre classe ?

(0,50 F)

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)

DANS LES ENTREPRISES

L. C. C. (Montreuil) :

Des ouvrières dans l'action

Une cinquantaine d'ouvrières de L.C.C. Montreuil viennent de mener une grève du 28 septembre au jeudi 12 octobre. Cela représente 2 ateliers englobés dans un service. Cette grève est l'aboutissement de nombreuses contradictions qui se sont développées au fil des années et dont la première manifestation est apparue dès la rentrée des vacances dans l'atelier bobinage. C'est un atelier très bruyant dans lequel on enregistre 94 décibels alors que le seuil dangereux est estimé à 80. A la suite de l'intervention du comité d'hygiène et sécurité la direction a débloqué les crédits afin de procéder aux travaux d'insonorisation des machines. En attendant, les élus du personnel avaient obtenu qu'une pause supplémentaire soit octroyée aux ouvrières, pause qui se justifiait d'autant plus qu'il y avait eu un évènement et que d'une façon générale la tension nerveuse était évidente.

CONSERVER LES ACQUIS

Après les travaux d'insonorisation, de nouvelles mesures ont été faites et ont montré qu'on était tombé à 79 décibels. On a donc signifié aux ouvrières qu'il n'y avait pas lieu de maintenir la pause après les vacances. Elles l'ont prise le premier jour en la doublant les jours suivants. En 3 jours l'affaire était réglée, la direction restituait la pause, cédant à la pression quasi unanime des ouvrières décidées à aller jusqu'au bout. Cela a constitué en quelque sorte le coup d'envoi de la rentrée.

C'était aussi le commencement de la fin des illusions à l'égard de la générosité patronale et des petits chefs, avec toutes les divisions qui s'ensuivent.

LA GOUTTE D'EAU QUI FAIT DEBORDER LE VASE

Mais c'est dans l'autre atelier que les illusions devaient tomber radicalement. La production était de 60.000 pièces par mois. Tout le monde savait que l'objectif était de parvenir à 100.000. On a réuni les ouvrières pour les sermoner : il y a des glissements de production, certaines ne tiennent pas les cadences, etc., il va falloir mettre fin au laisser-aller pour atteindre une production de 90.000 avec les mêmes installations techniques et le même nombre de personnel, alors que l'on met des petits bâtons devant les noms des filles qui s'absentent pour aller aux toilettes et que d'une façon générale chacune travaille à la limite de son rendement. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Depuis quelques années on exige des sacrifices, en promettant en contrepartie des récompenses mythiques qui ne sont jamais accordées : jamais d'augmentation, stagnation en ce qui concerne le passage d'un taux à un autre et encore

plus en ce qui concerne le passage à la catégorie assimilé P1.

L'ACTION

A toutes ces brimades, la riposte ne s'est pas fait attendre, débrayage d'un quart d'heure chaque jour.

Les revendications sont définies dans une motion portée en délégation à la direction :

- Augmentation des salaires de 8 % ;
- Amélioration des conditions de travail ;
- Non aux cadences.

Au sortir de la discussion avec la direction, l'assemblée générale des grévistes prend la décision de reconduire le mouvement jusqu'à la fin de la semaine.

La section syndicale C.G.T. travaille alors à l'élargissement de l'action en demandant aux autres ateliers de s'y joindre. Le lundi 2 octobre on peut considérer que la quasi totalité de la production s'est jointe au mouvement, chaque atelier fixant ses modalités d'action. La moyenne des débrayages sera d'une heure par jour.

Un tract commun C.G.T.-C.F.D.T. appelle à un débrayage général de 3 h pendant les discussions avec le P.D.G. portant sur les augmentations générales des salaires. L'appel est suivi par près de 50 % du personnel. Le P.D.G. lâche 3,5 % + 10 F mensuel de talon. Cela met fin aux velléités de mobilisation générale. Mais les ouvrières qui ont engagé l'action ne se considèrent pas comme satisfaites. Désormais le mouvement sera reconduit tous les jours.

C'est un fait, le mouvement se durcit.

Quelques jours plus tard a lieu une réunion paritaire comprenant la maîtrise, les délégués du service assistés du délégué syndical, et une délégation de grévistes.

— La direction prend des engagements sérieux concernant la réduction du bruit ;

— Elle propose de régler le problème des cadences par une nouvelle conception du produit (mécanisation) et l'introduction de méthodes d'études de gestes (!) ;

— Elle propose enfin le passage des OS d'un tarif à un autre ; rien pour les assimilés P1, rien pour les P2, rien pour le P3 et la chef d'équipe.

L'assemblée générale des grévistes réplique par une motion qui sera argumentée devant la direction :

— Les assurances concernant le bruit sont enregistrées ;

— Le problème de la productivité est un problème technique à résoudre au niveau de la conception du produit mais pas à celui de l'accentuation des cadences de travail en application d'un système si élaboré soit-il ;

— Les grévistes formulent la revendication d'une augmentation uniforme de 0,15 F pour tout le personnel du service et réfutent la me-

sure d'augmentation sélective qui vise à diviser les ouvrières.

C'est la pierre d'achoppement. Par la suite la direction fera savoir que 4 OS sont exclues des augmentations et définira les règles de passages d'un taux à un autre.

Les grévistes insisteront pour qu'il soit bien précisé que ces règles ne seront applicables qu'après les réajustements en cours.

Le conflit s'engage alors dans une impasse : 0,15 F d'augmentation, signifie revaloriser les taux pour l'ensemble du personnel alors que seulement une cinquantaine d'ouvrières se battent sur les quelques 2.000 réparties sur la province. On sent alors peser le poids du trust Thomson. On se rend compte que l'issue du mouvement dépend de son extension tant à Montreuil que dans les établissements de province. L'opération a échoué à Montreuil ; quant à la province, le contexte est très différent et les liaisons sont difficiles.

C'est pourquoi au 15^e jour les grévistes tombent d'accord sur la tactique suivante : ce qui est acquis est acquis, on va engager des négociations pour récupérer le plus de monde possible.

Une deuxième réunion paritaire a lieu et finalement le bilan se traduira dans le protocole d'accord par des augmentations de salaires.

La grande masse a obtenu satisfaction partielle, et pour certaines le gain est supérieur aux revendications.

La direction implantera l'atelier dans de nouveaux locaux avec des machines munies d'insonorisation plus efficace.

La dernière journée de grève est payée.

La retenue sur le salaire du fait de la grève sera répartie sur 3 mois.

Les augmentations ont effet rétroactif à partir du 1^{er} juillet.

QUELQUES OBSERVATIONS

1) La mobilisation.

Qu'il s'agisse du déclenchement de l'action, de son orientation, de la prise en main de la solidarité (8.000 NF collectés), des discussions avec la direction (une dizaine en tout) de la reprise du travail et de la répartition du produit des collectes, les grévistes ont toujours fait preuve d'esprit offensif et ont montré qu'ils étaient capables de prendre leurs luttes en main. La plus large démocratie a régné et personne n'a monopolisé tel ou tel aspect de l'action. C'est toujours la collectivité qui a agi en tant que telle, par exemple dans les discussions avec la direction où il y avait toujours au moins une douzaine de grévistes, renouvelées d'une discussion à l'autre, et qui parlaient au nom de l'ensemble. C'est dans l'unité la plus totale que les revendications ont été élaborées, discutées et négociées.

2) L'attitude syndicale.

La section syndicale C.G.T. n'a joué aucun rôle dans le déclenchement du conflit proprement dit. Elle est partie du principe que le mouvement des OS était juste ; tous les élus se sont mis en grève par solidarité et la réunion du C.E. a été annulée de ce fait.

Le local syndical est devenu le quartier général des grévistes.

La section syndicale a donné sa position, a appuyé les ouvrières les plus déterminées, et toutes les décisions ont été prises à l'unanimité à la suite des discussions, l'unanimité se dégageant du choc des diverses conceptions de la lutte.

Correspondant H.R.

Une seule voie, celle de la lutte

Nous avons appris avec stupeur la fermeture de la Tuilerie de Puy-Blanc et les licenciements massifs prévus à l'usine Ratier, principales boîtes de notre région.

A Puy-Blanc, le coup vient de loin. Ça fait longtemps que Bories nous préparait sa faillite ; et après le 30 septembre, que ferons-nous ? Où irons-nous gagner notre croûte ? Sans compter que trois camarades marocains n'ont pas leur carte de travail.

A Ratier, ça fait plus de six mois qu'on travaille avec des horaires réduits, trois heures en moins chaque semaine sur la feuille de paye. Et maintenant, c'est le comble ! De nouvelles réductions d'horaires et des licenciements en masse ! Et vu qu'à Puy-Blanc le politiciard Pons avait pris en main le dossier avec les résultats que l'on sait, la remise entre ses mains du dossier Ratier ne signifie rien de bon pour nous...

Pour les paysans petits et moyens, rien ne marche ! Mais nos responsables syndicaux F.D.S.E.A. font tout pour nous endormir. L'exemple le plus récent du lait où ils ont empêché tout mouvement pour complaire au préfet est assez significatif.

Pour les jeunes, pas de boulot : 3 sur 4 quittent chaque année le département.

Face à cette situation, que font nos représentants : nos élus ? Beaucoup de réunions, de promesses, de beaux discours en bons politiciards qu'ils sont ! Mais tout ça ne nous donnera pas à bouffer.

Quel est le but de toute cette clique ?

Transformer le Lot pour touristes riches. Le Lot est depuis longtemps le lieu de repos des politiciens de tous poils (de Monzie à Pompidou) avec des résultats désastreux pour nous, travailleurs du pays. C'est pour leur assurer le calme qu'on veut nous faire partir. C'est pareil pour tout le Sud-Ouest. On veut vider le Figeacois de sa population jeune comme on a déjà vidé le Bassin houiller aveyronnais de sa jeunesse ; il n'y a qu'à voir l'état actuel d'Aubin et de Cransac : boutiques fermées ; dans les rues, une majorité de retraités. Une telle situation signifierait la ruine pour de nombreux artisans et petits commerçants du Figeacois.

Et où irons-nous ? Après la fermeture des mines de l'Aveyron, les gars ont dû aller se recaser aux mines de Lorraine (à Faulquemont) et même en Allemagne ! Voilà ce qui nous attend : la déportation dans les centres industriels du Nord et de l'étranger ou aller rejoindre l'armée des chômeurs. Quant aux notables et aux politiciards qui soutenaient en paroles les mineurs de l'Aveyron en 1962, ils sont restés en place. Donc, rien à espérer de ceux du Lot...

Une autre voie est possible : celle de la lutte.

Au Joint Français en Bretagne, à Penarroya de Lyon, aux usines Samex et Henfer de Millau, etc., les ouvriers ont occupé les ateliers, fait des piquets de grève, bloqué patrons et cadres répressifs dans leurs bureaux. Ils ont appelé la population à les soutenir ; les paysans les ont ravitaillés et ils ont gagné !

Voilà la voie qui nous permettra de nous en sortir.

REFUSONS DE JOUER LE JEU DES POLITICARDS DE QUELQUE ETIQUETTE QU'ILS SOIENT !

OUVRIERS ET PAYSANS DU FIGEACOIS : TOUS UNIS, NOUS VAINCRONS !

Des Ouvriers et Paysans du Figeacois.

P.-S. . En dernière minute, nous apprenons que des ouvriers de Charleville-Mézières, après séquestration, viennent d'obtenir 50 centimes de plus par heure...

CHEMINOTS, COMMANDEZ

"HIERARCHIE CAPITALISTE A LA S. N. C. F."

Brochure éditée en supplément à « l'Humanité Rouge » n° 150
 PRIX : 2 Francs. — Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi.

LA TOILE DE FOND DU "SOMMET EUROPEEN"

Le 19 octobre, à grand renfort de propagande, de drapeaux et de C.R.S., s'est ouvert, à Paris, le sommet des « Neuf » du Marché commun (Allemagne Fédérale, Belgique, Danemark, Grande-Bretagne, Italie, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas). Cette conférence des chefs d'Etats des monopoles capitalistes européens qui n'a pas vraiment marqué un tournant dans la construction de l'Europe économique et monétaire, n'en est pas moins significative. L'utilisation abusive des « résultats » de ce sommet, notamment par le chancelier Brandt, montre que sa tenue en septembre répondait surtout à des soucis de prestige et de politique intérieure des divers chefs d'Etat. Les « décisions » du sommet de Paris ne sont concrètement que la ratification d'un accord monétaire assez restreint passé entre les ministres des Finances des divers pays à Rome voici peu de temps ainsi que de l'accord de Bâle (mars 72). D'autre part, il y a encore un mois les divergences de la France avec ses partenaires étaient telles que Pompidou s'opposait à la tenue du sommet si rien de concret ne pouvait en sortir. Mais tant Pompidou, le bafoué du référendum de printemps, que ses homologues allemand (Brandt), anglais (Heath), hollandais (Bieshewel),

italien (Andreotti) sont aux prises avec une situation intérieure difficile en raison de la colère croissante de « leurs » travailleurs à quelques semaines d'élections et cela explique bien des choses.

Ainsi, au-delà de la mise en scène tapageuse destinée à abuser les masses populaires (« l'Europe doit être aussi l'Europe des travailleurs » (Brandt), il faut prêter attention aux objectifs de ce sommet, même s'ils n'ont été atteints que formellement la semaine dernière. Car les grandes lignes ont été tracées et les échéances fixées. Comme l'a souligné Pompidou pour des raisons d'intérêts propres aux monopoles capitalistes français :

1° La crise du système monétaire international, si elle connaît une accalmie temporaire, n'est pas moins réelle et ne tardera pas à se déchaîner à nouveau ;

2° Le monde subit des transformations importantes ces dernières années, notamment en Asie.

Aussi Pompidou a-t-il déployé des efforts pour accélérer la création de l'Europe économique et monétaire, seule capable de répondre à la déclaration de guerre commerciale lancée par Nixon en septembre dernier.

tement liés aux impérialistes américains tant sur le plan économique et militaire que financier.

Ainsi, selon les accords de Bretton Woods, la base du système monétaire international était l'étalon or. Autrement dit, toutes les monnaies nationales étaient convertibles en or. Ceci est fondamental pour les échanges internationaux.

Prenons un exemple : si les Etats-Unis achètent des biens français (usines, terrains, etc.), les dollars avec lesquels ils payent leurs achats n'intéressent pas la France si elle ne s'en sert pas pour les utiliser sur le marché américain (achats divers, placements de capitaux, etc.), elle peut alors en demander l'échange contre l'équivalent en or. Voilà le système tel qu'il était défini : l'or était bien l'étalon international. Cependant, la mesure des prix des divers produits et biens nationaux étaient exprimés en dollars (ces dollars correspondaient à leur équivalent en or au taux de 35 dollars l'once d'or).

Evidemment, pour qu'une monnaie soit convertible en or, il faut que la masse monétaire mise en circulation par la Banque centrale qui la crée n'excède pas une certaine somme : schématiquement, on peut dire que si 1 \$ = 1 g d'or et que les réserves d'or sont égales à 20 000 kg d'or, la masse des dollars en circulation ne peut excéder 20 millions de \$.

Ainsi, en principe toute monnaie (devise) peut servir de monnaie de réserve, c'est-à-dire être conservée à l'actif d'une Banque centrale pour n'être échangée qu'en cas de nécessité. De fait, après la guerre, il en allait autrement : seul le dollar et, dans une moindre mesure, la livre sterling anglaise, servaient de monnaies de réserve. Les Etats-Unis étaient alors les seuls à pouvoir vendre massivement leurs marchandises à l'étranger. Les autres pays capitalistes, à cause de l'insuffisance de leur production et des coûts élevés de leur production en raison

surtout des luttes prolétariennes, n'étaient pas en mesure d'en faire autant. Les Etats-Unis non seulement vendaient leurs marchandises en France, en Allemagne Fédérale, en Italie... mais encore ils prêtaient aux pays étrangers et investissaient chez eux : cela leur permettait d'une part de mettre la main sur des richesses produites par les peuples de ces pays et de les exploiter directement (cf. développement des firmes américaines), d'autre part d'écouler leur production (avec les prêts américains, les pays endettés achetaient des marchandises américaines). On voit comment la domination économique et politique des Etats-Unis leur a permis de renforcer cette domination. De plus, ils disposaient des deux-tiers du stock d'or total des pays capitalistes. Aussi le dollar américain était-il une devise sûre : de fait elle devint la devise « clé ». L'échange entre pays capitalistes autres que les Etats-Unis se faisait en dollars.

débarrasser, l'échanger contre de l'or. Le gouvernement américain prit en mars 68 des mesures incapables de juguler la fuite d'or. En septembre 71, le stock d'or des Etats-Unis se trouvait réduit à 10 milliards de dollars alors qu'il était de 24 milliards en 1944. A la même époque, la dette à vue (les dollars en circulation à l'intérieur des U.S.A.) se montait à 60 milliards de dollars. Cette situation de banqueroute amena le gouvernement des monopoles américains à suspendre le 15 août 1971 la convertibilité du dollar en or. Ces mesures furent un véritable diktat imposé aux pays impérialistes. Que penseriez-vous de cet homme qui tire des chèques pour payer ses achats et fait opposition à leur encaissement car ils sont sans provision et, qui de plus continue à payer avec de tels chè-

Quand la machine se détraque

Cette situation est d'autant plus intolérable pour les diverses puis-



La colère des petits paysans égarés par le Marché Commun : à Bruxelles en mars 1971, 80 000 paysans venus de tous les pays de la Communauté européenne manifestent.

ces humaines, intellectuelles et matérielles... » que les monopoles des puissances européennes entendent jouer un rôle à la mesure des ressources humaines (les plus grandes dès lors du monde capitaliste avec plus de 240 millions d'habitants), intellectuelles (dès maintenant elle représenterait la troisième puissance technologique), matérielles (deuxième productrice d'acier, 2^e en automobiles, première pour les exportations, etc.) qu'ils contrôlent.

Cependant il ne faut pas oublier que la constitution de l'Union européenne se construira sur le travail des peuples exploités. A l'heure actuelle, les masses laborieuses des divers pays d'Europe, notamment la paysannerie travaillieuse, comprennent de plus en plus le prix que les monopoles européens veulent leur faire payer : au-delà des paroles « rassurantes » sur l'Europe « sociale et des travailleurs », révélatrices de leur grande crainte, les chefs d'Etat monopolistes réunis à Paris ne peuvent dissimuler l'exacerbation de l'exploitation capitaliste qui accompagne la création de l'Union européenne. C'est cette question que nous aborderons plus particulièrement la semaine prochaine.

H. JOUR.

La semaine prochaine : 1980 : L'UNION EUROPEENNE DES MONOPLES CAPITALISTES. A QUEL PRIX ?



Grande-Bretagne : les mineurs en grève contre les licenciements et pour l'augmentation des salaires, affrontent les forces de police.

Les raisons du "soin particulier" que Nixon témoigne à l'Europe

Dans un interview accordé à la revue « Newsweek » Nixon mettait en évidence, il y a quelque temps que « les relations avec nos alliés, sans doute, seront des problèmes les plus importants d'un deuxième mandat », en insistant à cette occasion sur le « soin particulier » qu'on doit attacher à l'Europe de l'Ouest. Les véritables raisons de ce « soin particulier » se découvrent dans un article du journal « Zeri i Populli » qui écrit entre autres :

L'Europe occidentale a toujours attiré l'envie de Washington, pour ses intérêts économiques, politiques et militaires. Par des formes, des voies et des moyens les plus divers, Washington a fait tout le possible pour tenir sous sa tutelle les pays de l'Europe de l'Ouest. Mais la situation a changé avec le temps. L'Europe capitaliste, endommagée par la guerre, devient puissance économiquement et le rapport des forces change au détriment des U.S.A. Malgré les tentatives de Washington, en Europe commencent à souffler les vents anti-américains. Les intérêts de la bourgeoisie américaine et de la bourgeoisie européenne se heurtent et les contradictions deviennent de plus en plus manifestes particulièrement dans le domaine militaire, financier et commercial.

L'aggravation de ces contradictions met en danger non seulement la base du système monétaire occi-

dental (le dollar), mais aussi les relations politiques et militaires de Washington avec l'Europe capitaliste. L'impérialisme américain se méfie aussi de « l'Europe unie » que l'oligarchie financière de l'Europe occidentale cherche à édifier. Plusieurs capitales de l'Europe occidentale exigent toujours plus que celle-ci ait sa propre « personnalité » vis-à-vis des U.S.A. dans divers domaines.

Ces tendances anti-américaines, souligne le journal, qui se reflètent dans le rapport des forces, inquiètent Wall Street. C'est à cause de cela que Nixon, en tant que représentant et défenseur des intérêts de l'oligarchie financière américaine, s'engage à défendre ses intérêts, à soumettre les récalcitrants, et tout cela sous le masque du « soin particulier ». Les raisons du « soin particulier » de Nixon pour l'Europe occidentale s'expliquent par un autre facteur aussi. L'Europe est devenue l'objet des grands marchandages impérialisto-révisionnistes, chose qui se remarque en particulier lors des négociations et des accords secrets pendant la rencontre Nixon-Brejnev à Moscou, ainsi que pendant la récente visite de Kissinger en Union Soviétique. Leurs actes et complots ont rendu encore plus dangereuse la situation politique dans le continent européen ; précisément dans le sens de ce danger il faut distinguer même les fortes réactions non seulement des peuples, des forces progressistes et révolutionnaires, mais aussi de quelques milieux gouvernementaux des pays européens contre les ambitions impérialistes des deux « super puissances » pour la domination du monde et son partage en zones d'influence soviétique et américaine.

LES ETATS-UNIS PREMIER EXPORTATEUR D'INFLATION DU MONDE

Pour illustrer une des causes fondamentales de l'exportation de l'inflation américaine, prenons un petit exemple. Supposons qu'un capitaliste américain achète des biens français : il paye en dollars le vendeur. Celui-ci n'a que faire de ses dollars s'il veut par exemple utiliser le produit de sa vente sur le marché français. Il échange donc ses dollars contre des francs : la Banque de France rachète les dollars contre des francs. Cela implique que la masse de francs en circulation augmente. Cela n'est en principe pas grave dans la mesure où la nouvelle monnaie en circulation correspond à une valeur réelle en or. Cependant, pendant longtemps les banques centrales n'ont pas demandé aux Etats-Unis l'échange de leurs dollars contre de l'or. Conservant ces dollars à leur

actif (balance-dollars), elles n'avaient que faire de cet argent qui dort et le plaçaient aux Etats-Unis où la masse monétaire se trouvait augmentée d'autant.

Ainsi cet argent existait deux fois, une fois transformée en francs bien réels, une autre en dollars. Ce phénomène dont l'absurdité illustre bien l'anarchie prodigieuse du système capitaliste, répété à des millions d'exemplaires, a conduit à la situation que l'on sait, reconnue le 15 août 1971 par la décision de non-convertibilité du dollar. A l'heure actuelle, toutes les banques centrales capitalistes possèdent des « balance-dollars » et le dollar demeurant l'étalon international, ces balances s'accroissent, continuant de stimuler l'inflation dans le monde capitaliste.

(Publié par l'Agence Télégraphique Albanaise.)

Le spectre de la crise monétaire

C'est là l'illustration de l'accentuation des contradictions inter-impérialistes, de l'hostilité croissante des Etats capitalistes à la domination économique et monétaire des Etats-Unis. Ces phénomènes prennent et sont appelés à prendre toujours plus d'ampleur sous la pression des « nécessités », c'est-à-dire de l'inflation galopante, de la hausse continue des prix et surtout des luttes populaires qui leur sont inévitablement liées.

par les pays capitalistes à la conférence de Bretton Woods. A cette époque, les impérialistes américains, épargnés par la guerre qu'ils avaient en grande partie financée, se retrouvaient à la tête d'une force économique colossale alors que les autres pays capitalistes, notamment la France, l'Italie, l'Allemagne Fédérale et le Japon sortaient du conflit avec une économie affaiblie et complètement désorganisée.

De plus, la peur du mouvement révolutionnaire des peuples indignés par la responsabilité des appétits impérialistes dans le déclenchement de la guerre, par la collaboration de la bourgeoisie avec l'occupant étranger, par les crimes monstrueux du nazisme et du fascisme, la peur de ces peuples renforcés par la victoire militaire de l'Union soviétique, de Staline et des résistances populaires anti-fascistes, incita les capitalistes de tous pays à serrer les rangs autour des monopoles américains et de leur Etat qui seul était en mesure de leur garantir une force contre-révolutionnaire « rassurante ».

Dans ces conditions, les divers pays capitalistes se trouvèrent étroit-

Le dollar : du néant habillé de papier

Cependant le gouvernement des Etats-Unis, pour couvrir ses dépenses, notamment militaires (défense du monde « libre » impérialiste partout dans le monde : Corée, Vietnam...), a fabriqué des dollars à discrétion. Ces dollars, les monopoles U.S. s'en sont largement servis pour développer leurs investissements à l'étranger, leurs placements spéculatifs (le loyer de l'argent étant en général élevé en Europe compte tenu du manque de capitaux), leur contrôle néo-colonialiste des pays du tiers-monde et leur expansionnisme politique et militaire (entretien de bases à l'étranger).

L'inflation américaine a développé l'inflation déjà existante dans les autres pays capitalistes : pour les travailleurs cela voulait et veut encore dire : hausse des prix et salaires réels plus bas. Par contre, dans les milieux capitalistes, l'euphorie a été longue : beaucoup de théoriciens faisant l'apologie de l'expansion grâce à l'inflation.

Le diktat des Etats-Unis

Dans le même temps la balance des paiements américaine demeurait largement déficitaire. Ce déficit, avoué par Kennedy en 1961, se montait à plus de 18 milliards de dollars. Cependant le stock d'or des Etats-Unis ne diminuait pas. Pourtant

Tout se passe comme si un capitaliste plus fort que les autres, l'oncle Sam, ayant un joli magot sur son compte, tirait des chèques à profusion. Et les capitalistes qui reçoivent ces chèques se réjouissent, car l'oncle Sam est un bon client et les affaires marchent bien. Tout le monde paye avec ces chèques-là mais ils n'ont plus de provision : seule la classe ouvrière en échange de cette monnaie de singe produit de vraies richesses, avec sa sueur et avec son sang (et à ce prix élevé elle crée des richesses que les capitalistes s'approprient). Les salaires de la classe ouvrière ne suivent pas spontanément les hausses de prix, au contraire ils diminuent réellement.

Cependant l'euphorie régnante jusque vers les années 60 n'allait pas tarder à se transformer en affolement devant la machine détraquée.

Après la phase de reconstruction plus ou moins longue suivant les pays capitalistes, les rapports de commerce entre ces pays et les Etats-Unis se sont modifiés.

le déficit persistant des Etats-Unis, leurs dépenses militaires croissantes, leur échec militaire en Indochine provoqua ce qu'il devait provoquer, une perte de confiance et une ruée sur l'or. Tous les possesseurs de dollars n'avaient qu'une hâte, s'en



Italie : manifestation des travailleurs, à Rome, contre la vie chère et pour l'augmentation des salaires.

Contre le démantèlement TRAVAILLEURS DE L'ORTF, EN AVANT!

Il ne se passe pas un jour qui ne fasse avancer la vérité. Désormais, bien des choses ont changé. Bien d'autres vont changer encore. Chacun ressent cela. Que s'est-il passé depuis quelques années, depuis deux ans surtout ?

Il s'est passé que la bourgeoisie monopoliste qui s'est offert la radio-télévision qu'elle a fait construire aux frais des travailleurs, dispose maintenant de ses moyens techniques d'en faire un nouveau super-business international. Elle a aussi pour cela d'énormes ressources financières, doublées d'un pouvoir politique de plus en plus concentré : DANS LA FRANCE DE 1972, L'ETAT EST SUBORDONNE AUX INTERETS MONOPOLISTES.

Tous les services publics sont livrés à la soif du profit. Pas de scrupules dans les états-majors bancaires. Tous les moyens sont bons, on nous en « administre » des preuves tous les jours. La plus flagrante, C'EST L'ATTEINTE AU DROIT DE GREVE.

Ce que dissimule mal le déploiement de tels moyens, c'est la sinistre intention d'EXERCER SUR LA

CLASSE OUVRIERE ET LES TRAVAILLEURS DE FRANCE une oppression encore plus grande. Le scandale numéro un, le voilà.

Pour faire oublier la vie toujours plus chère, la misère, les cadences infernales, le chômage et l'abrutissement grandissant dans ce monde capitaliste en déclin, ils se sont forgé une arme nouvelle : l'abrutissement « culturel » (ce qu'ils nomment « l'ère de l'audio-visuel ») dont ils comptent tirer des milliards de nouveaux bénéfices.

VOILA LA LOGIQUE CAPITALISTE DU DEMANTELEMENT DE L'O.R.T.F., le sens véritable des « réformes » qui viennent d'être méthodiquement imposées aux travailleurs de l'O.R.T.F., en application du plan tracé par la commission Paye (commission du démantèlement).

Qui pourrait conserver encore des illusions sur la prétendue bonne volonté de nos nouveaux patrons de « sauvegarder le service public » ?

En entretenant ces illusions, l'intersyndicale de l'O.R.T.F. a depuis longtemps abdiqué ses responsabilités. Pour ceux qui en doutaient encore, la preuve irréfutable vient

d'être donnée au cours de la grève des personnels de la production : l'intersyndicale vient de piétiner la démocratie syndicale en arrêtant EN COURS, SANS CONSULTATION DE LA BASE, le mouvement d'opposition à la réalisation du découpage en régions, sous le prétexte que la porte des discussions restait entrouverte... sur les modalités d'affectation du personnel dans ces nouvelles structures !

Quelle dérision ! En fait, on nous fait l'aumône d'un sursis de quinze jours avant l'éclatement : CAR LES « REGIES » SONT LA FORME ADMINISTRATIVE ET TECHNIQUE ACHIEVEE DU DEMANTELEMENT. LE MOULE DANS LEQUEL ON VEUT NOUS METTRE AU GABARIT DES NOUVELLES NORMES DE SUR-PRODUCTION. Et dans ce moule, il est prévu de mettre à l'étroit le syndicalisme aussi.

Masquer aujourd'hui cette réalité, quand on est responsable et parfaitement au courant, ce n'est plus de la myopie, C'EST UNE TRAHISON OUVERTE. Nous nous faisons un devoir de le dire publiquement, car il y va du sort de tous les travailleurs de l'O.R.T.F.

QUE FAIRE MAINTENANT ?

Tomber d'une désillusion syndicale dans une illusion électorale ? Il faudrait au moins pour cela que ceux qui promettent de beaux lendemains aient pris en mains nos préoccupations présentes, car servir les intérêts à long terme des travailleurs, cela commence par servir leurs intérêts immédiats. Or, de toute évidence, ce n'est pas le cas. On peut donc se poser des questions sur l'usage qui sera fait des petits rectangles de papier.

Le pouvoir, qui ne manque pas de cynisme, veut faire croire au peuple de France que les travailleurs de l'O.R.T.F. sont des empêchements de « réformer en rond ». Les travailleurs de l'Office doivent briser cette mystification et montrer qu'en luttant contre le démantèlement de l'ORTF, ils luttent aussi pour l'intérêt de tous les autres travailleurs, comme les cheminots, les postiers, les hospitaliers, les enseignants.

TRAVAILLEURS DE L'OFFICE, LE

DEMANTELEMENT C'EST : la déqualification professionnelle et salariale, les mutations arbitraires, l'accélération des cadences, l'aggravation générale des conditions de travail, le blocage de l'embauche et le recours toujours plus grand à l'auxiliaire et aux prestations privées, la prolongation sans espoir d'intégration des contrats temporaires et la liquidation progressive des libertés syndicales et démocratiques, et du droit de grève.

C'EST CONTRE TOUT CELA QUE TOUS ENSEMBLE NOUS DEVONS LUTTER.

Quand nous aurons réalisé l'unité sur ces bases dans l'ACTION REVENDICATIVE DE MASSE, tout le monde comprendra ce qui se passe à l'O.R.T.F. et l'immense majorité des travailleurs nous soutiendra. Et comme il n'y aura jamais de démocratie sans lutte de classe, laissons aux porteurs de serviette la collaboration de classe et imposons dans la lutte la satisfaction de nos revendications immédiates !

POUR LES 40 HEURES TOUT DE SUITE SANS DIMINUTION DE SALAIRE !

POUR LA DEFENSE ET L'AMELIORATION DE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL !

POUR L'EMBAUCHE !
POUR L'INTEGRATION DES OCCASIONNELS !

POUR LA SUPPRESSION DE L'AUXILIARIAT ET DES MAISONS PRESTATAIRES !

POUR UN SALAIRE MINIMUM DE 1 200 FRANCS !

POUR L'AUGMENTATION UNIFORME DES SALAIRES !

POUR LE RESPECT DU PRINCIPE : A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL !
POUR UNE RETRAITE DECENTE A 60 ANS POUR LES HOMMES, 55 ANS POUR LES FEMMES !

POUR LE DROIT DE GREVE SANS PREAVIS !

POUR LA DEFENSE ET L'EXTENSION DU DROIT SYNDICAL ET DES LIBERTES DEMOCRATIQUES !

CONTRE LE DEMANTELEMENT DE L'O.R.T.F., TRAVAILLEURS DE L'O.R.T.F., EN AVANT !

Les communistes marxistes-léninistes de l'O.R.T.F.
19 octobre 1972.

LA DUPERIE DES CONTRATS A DURÉE DÉTERMINÉE

Il s'agit là d'une vieille technique du patronat utilisée pour tenter de soumettre la classe ouvrière. Elle connaît actuellement un regain de vitalité car les capitalistes ont besoin de toujours plus de profits, d'une main-d'œuvre toujours plus « mobile », de facilités toujours plus grandes pour se débarrasser des « meneurs ».

C'est tout ça à la fois que leur apportent les contrats de travail à durée déterminée.

— Qu'entend-on par là, au juste ?

Il s'agit de contrats :

— qui doivent prendre fin à une date fixée dans le contrat (exemple : le 1^{er} mars 1973) ;

— Ou qui fixent la durée de l'engagement (exemple : trois mois, six mois, un an) ;

— Ou qui sont conclus pour une tâche déterminée.

A l'expiration du contrat, de deux choses l'une :

— ou le patron n'a plus besoin de vous et vous jette sur le pavé sans indemnités de licenciement ni préavis ;

— Ou il a encore besoin de vous exploiter et il prolonge tacitement votre contrat pour une nouvelle période de 3 mois, 6 mois, un an.

Cela peut durer des années, pendant lesquelles le travailleur n'a pas droit aux avantages dû à l'ancienneté (primes d'ancienneté...) car c'est un nouveau contrat qui démarre à chaque fois.

Et surtout, pendant tout ce temps, il demeure dans l'incertitude de son sort puisque, à la fin de chaque pé-

riode écoulée, le patron peut le mettre à la porte sans rien lui devoir.

La lutte de la classe ouvrière à arraché aux tribunaux quelques améliorations. Il faut les connaître et les utiliser pour tordre le cou à l'offensive du patronat en ce domaine.

— Tout terme imprécis du contrat à durée déterminée le transforme automatiquement en contrat à durée indéterminée : exemple : un ouvrier du bâtiment embauché « pour la durée des travaux du chantier » est lié par un contrat à durée indéterminée ;

— même chose si le contrat se poursuit après le terme fixé alors qu'aucune clause ne prévoit sa reconduction, de même si la clause de reconduction est imprécise.

— En cas de rupture anticipée du contrat par le patron, il peut être condamné à verser des dommages et intérêts pour rupture abusive (mais cette disposition se retourne contre le travailleur qui souhaite démissionner avant la date d'expiration du contrat : il doit alors des dommages-intérêts au patron !) ;

— En cas de contestation sur la nature du contrat, c'est à l'employeur d'apporter la preuve qu'il s'agit bien d'un contrat à durée déterminée.

Ces quelques précisions peuvent être utiles pour faire face au patron. Mais elles ne doivent pas masquer le scandale de ces contrats contre lesquels la classe ouvrière ne peut avoir qu'une seule exigence : celle de leur disparition.

Un exemple de lutte contre le démantèlement : Celle des électriciens de Joinville

Les électriciens et les machinistes du centre de tournage en avaient assez depuis longtemps de conduire les véhicules, en plus de leur qualification et sans rallonge.

Ils ont cessé de conduire il y a neuf mois et réclamé une prime de 300 F par mois. A cette époque, ils pensaient que la prime compenserait le surcroît de travail.

La direction a préféré perdre des millions en louant des chauffeurs et des électro-chauffeurs de boîtes privées, avec l'intention de faire retomber la responsabilité du gaspillage sur « l'entêtement » des travailleurs.

La loi Malaud qui est entrée en application au cours du mouvement prévoit une aggravation générale des conditions de travail, donc de forcer les ouvriers à conduire.

La direction a en partie réussi : certains (pas nombreux) ont repris le « bout de bois pour des nêfes ».

Les marxistes-léninistes ont la conviction qu'une prime, même élevée, n'apporterait pas l'amélioration revendiquée, et que la seule solution

c'est de bannir la conduite des esprits.

Voici nos raisons :

1^o Accepter la conduite et la prime, c'est accepter la déqualification à la fois pour ceux qui sont déjà en pied et SURTOUT pour ceux qui seront embauchés à l'avenir.

2^o Refuser CONDUITE ET PRIME, c'est lutter :

a) pour l'amélioration des conditions de travail,

b) pour l'embauche des chauffeurs (à commencer par l'intégration des occasionnels) ;

DONC C'EST LUTTER CONTRE LE DEMANTELEMENT.

Cette lutte, parmi tant d'autres, est un test important pour la direction car elle sait que la meilleure façon de s'opposer au démantèlement C'EST PAR LA LUTTE REVENDICATIVE, et que les ouvriers savent y tenir la première place.

Les communistes marxistes-léninistes de l'O.R.T.F.

ABONNEZ-VOUS à

PÉKIN-INFORMATION

1 an : 14 F — 2 ans : 21 F — 3 ans : 28 F

par Guozi Shudion - B.P. 399 - Pékin (Chine)

ou par E-100 (Editions du Centenaire)

B.P. 120 - 75962 PARIS - Cédex 20

Méfais et crimes du capitalisme

Procès du « 5-7 » ce qui n'a pas été dit...

Il y a quelques jours s'est clos le procès du « 5-7 », ce dancing dans l'incendie duquel périrent 146 jeunes gens. Mais bien des choses n'y ont pas été dites, l'essentiel n'y a pas été dit.

A Grenoble aujourd'hui, nombreux sont ceux qui murmurent que l'incendie du « 5-7 » a été dû à un attentat, à un règlement de comptes entre gens du « milieu ».

On dit que les propriétaires de bars, dancings, doivent verser une rançon au « milieu ». Ou bien... quand il y a un refus, le café ou le dancing brûle.

Les propriétaires du « 5-7 » avaient refusé de « jouer le jeu », ils s'étaient procurés des armes et un chien-loup.

Le chef du groupe d'incendiaires serait connu et bien que « recherché », s'afficherait en public. Un journaliste qui s'est intéressé de près à l'affaire a eu un « accident » de voiture « inexplicable ».

Un dossier précis, comportant des noms de personnes connues, a été remis à Aimé Paquet, député républicain indépendant de l'Isère, qui il en a pas moins déclaré il y a quelques jours que seule la thèse de « l'accident » pouvait être retenue. Ce dossier a été transmis à Marcellin*. Et pourtant, il ne figure pas dans le dossier d'instruction. Alors ?

Devant 600 maires de l'Isère, le maire de Crolles déclarait : « Nous sommes convaincus que le juge d'instruction de Lyon a été télé-

commandé pour étouffer les responsabilités, voire les complaisances de la préfecture, et y compris l'hypothèse de l'attentat ».

POURQUOI CE SILENCE ?

La police judiciaire de Grenoble était une antenne de celle de Lyon dont les liens avec la pègre ont été établis de façon catégorique.

Enfin et surtout, il est de notoriété publique que le « milieu » dans la région Lyon-Grenoble sert au recrutement du S.A.C., l'organisation terroriste bien connue. On dit par exemple que l'affaire de chantage et d'extorsion de fonds de l'E.T.E.C. dans laquelle trempaient des hommes de mains du S.A.C. travaillant pour le compte de la police, ne serait pas sans rapport avec celle du « 5-7 ».

Disons encore que Mattei, abattu en 69, qui avait la main haute sur la pègre de Grenoble, servait de chauffeur à Pompidou.

Un truand « recherché » par la police arborait il y a quelques temps une carte barrée de tricolore, indiquant son appartenance au S.A.C.

On voit pour quelles raisons ces choses-là n'ont pas été dites.

Il faudra pourtant que la vérité éclate. Il y a 146 jeunes gens pour qui justice devra être faite.

* Dans une note transmise par Paquet à Marcellin, on peut lire : « C'est un acte criminel ».

LE CAPITAL TUE CHAQUE JOUR

Pile Leclanché (Poitiers)

Il y a quelques temps, un ouvrier travaillant sur une machine Ilyg, au magasin, a été victime d'un « accident du travail ». Sa main est restée coincée sous la presse chauffante (150°) pendant un quart d'heure. Il a été brûlé au dernier degré (chair, muscle et tendons calcinés). La cause de cet accident est le mauvais fonctionnement de la machine. L'ouvrier avait prévenu la maîtrise à plusieurs reprises que la machine redémarrait toute seule, alors qu'il doit recharger le vipack (bande de plastique pour faire le présentoir des piles). Rien n'avait été fait au point de vue réparation, parce que la sécurité des ouvriers, les patrons s'en foutent : du moment que ça produit !

Les ouvriers et ouvrières du magasin sont témoins tous les jours que la machine repart toute seule. Le travail a repris sur cette machine, après une soi-disant vérification : comme par hasard, la machine redémarrait encore toute seule. Les ouvrières ont alors refusé d'y travailler.

La direction de la Sécurité est passée dans le magasin, afin de faire pression sur les ouvrières, en disant que

c'était de la faute de l'ouvrier qui travaillait sur la machine. Les syndicats, qui n'ont pratiquement plus d'audience dans l'usine, participent au comité de Sécurité de l'entreprise : ils n'ont rien fait pour empêcher les pressions de la direction sur les ouvriers et ouvrières pour qu'ils disent le contraire de ce qui s'est passé et aussi pour empêcher que la direction n'impose la reprise du travail sans un contrôle sérieux de la machine. La question qui vient naturellement à l'esprit de tous est : De quel côté sont-ils ?

Depuis, le camarade est à l'hôpital, et il a été rejoint par un autre ouvrier de la Pile : celui-ci a eu un doigt coupé par l'hélice de ventilation d'un moteur. Avant de partir à l'hôpital, l'ouvrier a vu une transformation sur sa machine : il y avait un carter de protection. En une demi-heure, le patronat a compris qu'il valait mieux faire quelque chose...

Pour nous, c'est seulement lorsque nous aurons attaché le pouvoir à la bourgeoisie que tous nos maux disparaîtront. L'homme sera alors le capital le plus précieux.

Correspondant H.R.

U. T. A. (Le Bourget)

Vendredi 6 octobre vers 23 h 30 un ouvrier peintre Gilbert Drodz 34 ans, père de 3 enfants et bientôt d'un quatrième, travaillant au nettoyage d'un avion tombe d'une hauteur de 4 m et se tue sur le coup. Le matériel d'échafaudage est des plus vétuste et inadapté pour ce genre de travail, travail dans des positions instables, manque de ceinture de sécurité, etc. La où les capitalistes ont assez d'argent pour améliorer la production ou faire la brigue, ils en ont jamais assez quand il s'agit de notre sécurité.

Gilbert Drodz était employé par la S.A.P.A. (société anonyme de peinture aéronautique) boîte de sous-

traitance pour le compte de la compagnie d'aviation U.T.A. comme l'E.B.S. (Europe Bâtiment Service) Les deux boîtes emploient chacune environ une quinzaine d'ouvriers en majorité immigrés de plusieurs nationalités. Lundi 9 octobre à l'embauche tous les ouvriers des deux boîtes E.B.S. et S.A.P.A. débrayaient pour manifester leur indignation devant ce nouveau crime du capital et imposer leur sécurité. Seule la recherche du profit maximum compte pour les capitalistes. La vie d'un travailleur n'importe peu. Travailleurs de l'U.T.A., S.A.P.A., E.B.S., tous unis imposons par la lutte notre sécurité.

Correspondant H.R.

Scandale à Montrouge

UNE FAMILLE DE TROIS ENFANTS JETÉE A LA RUE

Depuis le début juillet, une famille sans logement occupe une maison vide au 178 de l'avenue Marx-Dormoy.

Voici leur témoignage :

« Je suis monteur en téléphone, nous avons trois enfants (4 ans, 1 an, 1 mois). Étant sous-locataires, par la suite de la vente du logement, nous nous sommes retrouvés à la rue le 1^{er} janvier, bien que ce soit illégal d'expulser l'hiver.

« Depuis ce jour, nous avons vécu dans une voiture.

« Nous avons écrit partout, aux H.L.M., à la mairie, au propriétaire. Nous avons fait une démarche de réquisition d'un pavillon vide.

« Tout a été négatif.

« Las de cette situation, nous avons décidé d'occuper un logement vide. La société propriétaire de l'immeuble « Les Maisons Seine » nous a fait comparaître au Tribunal des référés, qui a ordonné notre expulsion « par la force si besoin » est », pour le mercredi 18 octobre. Elle a aussi coupé l'eau.

« Pourtant, cette société dispose de logements vides. Quant à la municipalité de Montrouge, elle a rejeté notre demande de logement en disant que nous n'étions pas prioritaires, car « nous » n'étions pas les plus malheureux », alors que nous couchions dans une voiture ! »

Le Comité de soutien aux occupants appelle la population du quartier à soutenir moralement et matériellement l'occupation jusqu'à la victoire.

Venez vous rendre compte par vous-mêmes de leur situation !

Venez nombreux pour empêcher cette expulsion !

Ne laissons pas cette famille retourner vivre dans une voiture avec la bénédiction de la municipalité.

NON A L'EXPULSION !

PAS D'EXPULSION SANS RELOGEMENT !

Comité de soutien aux Occupants.

Usine Pechiney (Saint-Auban)

Jeudi 6 octobre, le capital a encore assassiné un ouvrier à l'usine Pechiney de Saint-Auban.

Deux ouvriers, Lucien Loth, 48 ans, et Roger Tyrant, 42 ans, tous deux chaudronniers à l'atelier nord, qui travaillaient à 7 mètres de haut sur une grosse tuyauterie de chlore, ont fait une chute. Roger Tyrant était grièvement blessé (plusieurs fractures aux jambes et au bassin), quant à Lucien Loth, atteint d'un traumatisme crânien, il devait décéder le 11 octobre.

Le gouvernement, ses inspecteurs du travail, la direction de Pechiney, le directeur de l'usine, les ingénieurs et contremaîtres sont tous directement responsables de cet assassinat.

En effet, tout le monde savait ici que les conditions de travail étaient très mauvaises dans l'usine et tout particulièrement au chlore. Les « jours d'arrêt », les dangers sont encore plus grands car il s'agit, en un temps record (pour sauver les

profits), d'effectuer le maximum de réparations.

Jugez plutôt ! Les deux ouvriers étaient occupés sur une grosse tuyauterie à 7 mètres de hauteur, assis sur une planche pourrie entre deux charpentes : la planche s'est cassée sous le poids des deux ouvriers. Il n'y avait bien entendu ni échafaudage, ni ceinture de sécurité et encore moins de grue pour déplacer la tuyauterie.

Immédiatement tous les travailleurs ont débrayé, dans un meeting ils ont mis en accusation les responsables. Leur colère est grande. Ils sont bien décidés à ne plus accepter de travailler dans de telles conditions.

Vendredi 13, ils ont assisté aux obsèques de leur camarade. Sur les visages, on lisait certes la tristesse, mais surtout la haine de classe, chaque cœur, en silence, criait vengeance ! Lucien Loth sera vengé ! Tôt ou tard, la dette de sang sera payée !

Correspondant H.R.

AFFICHEZ H. R.

AU COURRIER DES LECTEURS...

A propos du n° 162 de l'H. R.

Chers camarades,

Je viens de parcourir notre journal. Je le trouve si intéressant que j'en suis tout joyeux et c'est pour cela que je vous écris.

D'abord l'éditorial et la première page qui dénoncent la fascisation sont très concrets.

Ensuite la contribution des huit camarades qui viennent de quitter le P.C.F. est très intéressante. Certes cela me fait plaisir que d'autres camarades font un pas en avant comme je l'ai fait mais je trouve que cela peut aider d'autres camarades encore influencés par l'idéologie du P.C.F. mais qui se rendent compte que celui-ci a changé de nature. J'en connais. De plus l'article sur le tract du syndicat C.G.T. du Mans est très significatif.

Enfin j'ai été très ému de lire, ou de relire, en page 9, les écrits de Gaston Monmousseau et de Gabriel Péri et je pense que d'autres jeunes, qui comme moi n'ont pas connu cette période, auront aussi ressenti ce mélange de peine et de cette force immense de l'espoir qu'ils expriment.

C'est pourquoi nous devons nous servir de ce très riche numéro de l'Humanité Rouge.

C'est pourquoi nous devons diffuser massivement ce numéro.

Qui ne connaît dans son entourage, dans le quartier ou dans l'entreprise, des membres ou des sympathisants du P.C.F. Vers eux nous devons faire plus d'efforts. Nous devons leur vendre le journal et plus particulièrement ce numéro. Souvent nous n'osons pas. Eh bien, soyons hardis, le journal nous en donne la possibilité.

Diffusons-le massivement aux portes des usines en utilisant par exemple des panneaux manuscrits très lisibles et des mots d'ordre comme celui-ci :

LE POUVOIR GRACIE LE NAZI

**TRAVAILLEUR
QUI LIS
« L'HUMANITÉ
ROUGE »
ÉCRIS
A TON
JOURNAL
POUR
DÉNONCER
LES CRIMES
DU CAPITAL
ET SES
VALETS**

TOUVIER, LIBÈRE TRAMONI
L'ASSASSIN D'OVERNEY !

LUTTONS CONTRE LA FASCISATION !

Et puis ce sera notre contribution pour sortir notre journal des difficultés financières.

Camarades, en avant pour une diffusion massive du numéro 162 !

Fraternellement

L'histoire truquée

Vendredi 30 septembre, la municipalité PS/PCF de Clichy-sous-Bois (banlieue est) a fêté à la fois l'ouverture de la maison des jeunes « Jean Effel » et la création du « comité national de commémoration du 30^e anniversaire de Stalingrad ». Il y avait là le vice-président soviétique de l'association France-URSS, Rose Guérin de France-URSS, le secrétaire de l'ambassade d'URSS en France, et même la télévision soviétique.

Camarades, je suis jeune, mais je comprends ce qu'a pu être la bataille de Stalingrad, aussi bien pour les ouvriers et paysans soviétiques qui défendaient leur patrie socialiste, que pour les peuples du monde qui suivaient ce qui se passait là-bas. Stalingrad, c'est la victoire du front révolutionnaire mondial contre les fascistes. Mais tenez-vous bien : une fois, PAS UNE, on n'a prononcé le nom de Staline, alors que son nom est lié pour toujours à celui de Stalingrad dans le cœur des vieux communistes et résistants. Mieux, dans le film où on nous montre avec quel héroïsme les soldats de l'Armée rouge repoussent les fascistes, on présente trois fois Krouchtchev comme « le vainqueur de Stalingrad », et ces gens qui « l'oublient » cherchent à liquider 30 ans d'histoire du peuple soviétique, et les principes de la dictature du prolétariat avec.

Et ce n'est pas Mme Rose Guérin, qui cite comme historien de Stalingrad, le général Gamblez, du Figaro (journal paru sous l'occupation jusqu'en 1942) qui me contredira.

A bas le révisionnisme !

Correspondant H.R.

La honteuse exploitation des apprentis

« Mon fils aîné a voulu entrer en apprentissage de charcutier. Nous avons cherché un patron qui voudrait de lui au bureau d'emploi. On nous a fait attendre pendant 3 mois pour rien.

C'est par hasard que j'ai appris que la charcuterie X... cherchait un commis. Par chance, le patron a bien voulu de lui, bien qu'il n'était qu'un apprenti. Dans le contrat d'embauche, il était écrit que mon fils ne devait pas dépasser 40 heures de présence par semaine, réparties en cinq jours 1/2. Il serait payé 80 F par mois. Il aurait le droit à un jour de repos pendant la semaine autre que le jour où il avait ses cours à l'école professionnelle.

Alors la charcuterie a offert 200 F pour un nombre illimité d'heures supplémentaires indé-

terminées. En fait, il travaille 12 heures par jour, et en plus, le patron s'est arrangé pour que son jour de repos coïncide avec son jour de classe. Mais mon fils ne s'est pas laissé faire : il a exigé un autre jour de repos.

Le charcutier a l'air de faire un cadeau en payant 200 F par mois. Mais en fait, s'il devait employer un commis, il devrait lui payer ses heures supplémentaires. Faisons le compte : mon fils travaille 66 heures par semaine.

Si le charcutier avait un commis, admettons qu'il soit payé un peu en dessous du SMIC, mettons 4 F de l'heure :

Pour les heures supplémentaires, il lui paierait :

— pour les 8 premières heures supplémentaires de la semaine, majorées de 25 % : 40 F ;

— pour les 18 autres heures supplémentaires, majorées de 50 % : 108 F ;

— soit en tout pour une semaine : 148 F.

Ce qui fait en un mois 592 F, RIEN QUE POUR LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES. Si on retire les 120 F que le patron paye royalement à son fils pour ces heures supplémentaires par mois, il réalise donc déjà un bénéfice de 592 - 120 = 472 F.

Ajoutons qu'en plus le patron ne paye aucune charge sociale sur ces 120 F non déclarés.

Voilà un exemple de la surexploitation honteuse des apprentis !

Une mère de famille
qui élève seule ses 4 enfants

« Le programme "commun" et les salaires

On peut lire dans le « programme pour un gouvernement d'union populaire » du P.C.F., cette phrase : « Aujourd'hui aucun salaire ne devrait être inférieur à 1 000 F par mois », alors que la hausse des prix s'accélère sans cesse, rendant la vie des travailleurs de plus en plus difficile, le P.C.F. continue à défendre une revendication qui date de 1968. Mais il y a plus. Là où le P.C.F. aurait la possibilité de réaliser ces objectifs, il ne le fait pas, et pratique dans le domaine des salaires par exemple, la même politique que le régime capitaliste qu'il dénonce.

J'ai travaillé comme monitrice pendant le mois de juillet dans le centre aéré d'une municipalité dont le maire est au P.C.F. J'ai reçu un salaire de 880 F (les moniteurs travaillent de 8 h le matin à 18 h le soir).

De plus, dans « changer de cap » le PCF promet que « les abattements de zones seront supprimés ainsi que toute pratique discriminatoire visant à minorer les salaires en fonction du lieu d'habitat, de l'âge, du sexe ou de la nationalité des travailleurs ». Ne respectant pas son propre programme cette municipalité P.C.F. continue à appliquer l'abattement d'âge, puisque les moniteurs de moins de 18 ans reçoivent 45 F pour un travail égal.

Cela montre clairement le caractère opportuniste et purement électoraliste des promesses du programme du P.C.F.

Contre le révisionnisme, sou-

venons donc de justes revendications :

— Pas de salaires inférieurs à 1 200 F !

— A Travail égal salaire égal, pour les jeunes, les femmes et les travailleurs immigrés !

Une étudiante fille d'ouvrier

Un patron qui lit la V.O.

Chers camarades,

Comme je ne trouvais pas de travail, j'ai dû être intérimaire dans une usine pendant un mois.

Un jour, à la pause de 10 minutes, un jeune O.S. militant C.G.T. et P.C.F. passe devant moi avec un numéro de la « Vie Ouvrière » sous le bras. Je le lui demande, il me répond qu'il m'en vendra un mais qu'il porte celui-là au patron.

Comme j'étais surpris, je lui ai demandé si patron était pour les ouvriers. Il m'a dit que non, mais qu'il s'intéressait à tout, qu'il aimait lire la V.O., etc.

Ça m'a étonné de voir ce jeune gars qui bossait dur 10 heures par jour et pour 6 F de l'heure, et qui, alors qu'on est tous bien contents de pouvoir s'asseoir 10 minutes pendant la pause, allait porter la V.O. au patron dans son bureau pour que l'autre se renseigne sur des revendications des travailleurs, pour mieux les combattre. Jusqu'où mène la collaboration de classe !

Mais on ne peut pas toujours tromper les ouvriers, ceux qui les mènent dans ces impasses finiront bien par être démasqués et de nombreux militants honnêtes, comme celui que j'ai vu, rejoindront la voie marxiste-léniniste.

Un bon serviteur des monopoles

Chers camarades,

Un discret petit entrefilet paru dans « le Monde » du 30 septembre 1972 concerne mon patron M. GUIBERT. Il annonce qu'un décret récent maintient dans ses fonctions, par dérogation à la limite d'âge, M. Roger Guibert, directeur général de la S.N.C.F. depuis 1966, né en 1907.

On remarque que ce monsieur est âgé de 65 ans cette année, or on sait que les cheminots partent à la retraite à 55 ans. Ça fait donc déjà 10 ans de rabiot. Il est vrai que ce monsieur n'est pas un cheminot comme les autres, il faut croire que la place est bonne pour qu'il rempile de quelques années supplémentaires (on ne dit pas combien d'ailleurs !).

Et puis si le gouvernement accepte le remplissage de Guibert c'est que les monopoles sont contents de son « travail » et qu'ils entendent qu'il continue dans cette voie. Ils ont de quoi être heureux en effet, car il les sert bien. Combien de cadeaux ne leur fait-il pas au nom de la « rentabilisation » ?

Vive l'Albanie Socialiste !

La semaine dernière notre C.D.H.R. a réuni chez l'un des membres une quinzaine de travailleurs militants et sympathisants du marxisme-léninisme. Ouvriers et employés dominaient largement (11 sur 15) et donnaient à cette réunion un caractère prolétarien affirmé.

L'occasion de cette réunion avait été fournie par la rencontre d'un camarade ouvrier sympathisant de l'H.R. et qui avait eu l'occasion de participer à un voyage organisé en Albanie : il en ramenait des diapositives, des affiches et des notes prises sur le vif. Nous avons alors décidé d'organiser cette soirée afin de montrer plus concrètement aux camarades ce qu'était le socialisme et ses victoires.

Les sympathisants ont répondu avec enthousiasme, trois ou quatre seulement n'ont pu venir par faute de temps car même le samedi soir certains travaillent. A cette occasion nous avons pu voir comme est juste la déclaration du président Mao « les masses nourrissent un grand enthousiasme pour le socialisme ».

L'après-midi nous avons accroché les affiches aux murs de la pièce destinée à la réunion et nous avons classé les diapositives : géographie, histoire, aspects politiques (statues de Lénine, le parti, les pionniers, l'agit-prop...), puis l'économie (industrie, agriculture, communications), l'organisation sociale (logement, sports, loisirs...).

Le soir, chaque chapitre était précédé d'une courte introduction puis les images passaient, accueillies avec enthousiasme

par les travailleurs, entrecoupées de questions et de réponses. Après un peu plus d'une heure de projection le voyage était fini, mais les questions fusaient.

Tous les aspects du socialisme ont été évoqués à la demande même des travailleurs : l'atelier, le logement, l'école, la santé ; mais aussi la lutte du peuple, la nécessité de la révolution violente et de la dictature du prolétariat. Et puis le révisionnisme, l'attitude de la Chine et de l'Albanie, leur respect des principes socialistes. Chaque question était illustrée de cas précis et concrets rapportés par le camarade de son voyage, ce qui rendait la réalité du socialisme encore plus vivante.

Sur le fond un camarade a résumé notre pensée à tous : « Ce n'est pas difficile, en Albanie tout est à l'inverse de chez nous : ici c'est pour le profit, là-bas c'est pour le bien du peuple ». La réunion a duré environ 2 h 30 et s'est terminée à minuit, chacun avec dans la tête l'idée que là-bas les travailleurs étaient heureux et que, s'ils y étaient parvenus, on y arriverait bien nous aussi.

Au moment de se séparer tous étaient bien d'accord : il faut recommencer de telles réunions le plus souvent possible, on a besoin de ça pour lutter contre le bourrage de crâne bourgeois.

VIVE L'ALBANIE SOCIALISTE !

Armons-nous de cet exemple et faisons-le connaître aux travailleurs.

C.D.H.R. Jeanne Labourbe

Indonésie : Un « président » sous la protection des baïonnettes

Début novembre Suharto, « Président » de l'Indonésie, sera reçu en grande pompe par les gouvernements de différents pays européens, notamment ceux de Belgique, de France, d'Italie, d'Autriche et de Suisse.

Qui est Suharto ? Rien d'autre que le boucher du peuple indonésien, une odieuse marionnette, entièrement dévouée aux intérêts de ses maîtres américains. Rappelons-nous : après s'être emparé du pouvoir en 1965 — complot préparé de longue date par l'impérialisme yankee — Suharto et sa clique militaire ont organisé le monstrueux massacre de près d'un million d'indonésiens, parmi lesquels les communistes, des progressistes, les forces anti-fascistes du pays, égorgés sous le couteau des assassins.

Il a couvert l'Indonésie de centaines de prisons militaires, de bagnes immondes, de camps de concentration qui n'ont rien à envier à ceux des nazis. Seule la protection des baïonnettes le maintient au pouvoir.

Non content d'asservir le peuple, il a livrées toutes les ressources naturelles du pays au pillage éhonté de l'impérialisme américain. Rien qu'en quelques mois plus de 370 sociétés étrangères se sont installées en Indonésie pour sucer le sang des travailleurs et voler les richesses du pays. 70 % des forêts indonésiennes ont été mis en gage au rabais, des



contrats iniques ont été conclus livrant l'agriculture, la pêche, les communications, l'industrie et même les fonds sous-marins. Le pétrole est aussi pompé au seul profit des sociétés américaines et japonaises. La clique qui a ainsi vendu le pays s'engraisse des miettes confortables que lui réservent ses maîtres pendant que le peuple devient de plus en plus pauvre. Il est, de plus, saigné à blanc par les impôts destinés

à couvrir les dépenses somptuaires de ses bourreaux.

Pourtant le jour n'est pas éloigné où ce régime fasciste s'effondrera, parce que le peuple indonésien s'est déjà dressé et a pris en main son destin. Nul doute que l'appel qu'il nous lance pour faire de la tournée de Suharto en Europe une puissante manifestation de la détermination anti-fasciste des peuples, sera entendu !

Chili : LA SUBVERSION IMPERIALISTE

Etouffer l'économie chilienne, créer les conditions d'un coup de force fasciste, tels sont aujourd'hui les objectifs de l'impérialisme U.S. Pour cela, il agit à la fois de l'extérieur et de l'intérieur du Chili.

Il s'agit d'une part d'asphyxier le commerce extérieur du Chili. Pour cela, la Braden Kennecott Corporation qui exploitait le cuivre chilien avant sa nationalisation, fait saisir les cargaisons de cuivre destinées à d'autres pays. Après avoir réussi à obtenir d'un tribunal français la saisie d'une cargaison, elle a réussi à empêcher la livraison de cuivre à Rotterdam et s'apprête à renouveler l'opération à Stockholm.

Mais aussi bien au Havre qu'à Rotterdam, les dockers, fidèles à leurs grandes traditions internationalistes, ont refusé de décharger les

bateaux mettant ainsi en échec les saisies.

Au moment même où se produit cette tentative d'asphyxie du commerce extérieur du Chili, a lieu une tentative d'étouffement de son commerce intérieur.

Prenant prétexte de l'annonce de la création d'une entreprise nationale de transport, la Fédération des transporteurs routiers, contrôlée par le Parti démocrate-chrétien et regroupant les propriétaires des compagnies de transport routier, a interrompu le trafic. Quand on sait que les transports routiers sont le principal moyen de ravitaillement au Chili, on imagine le résultat.

A cela est venue s'ajouter, en particulier à Santiago, la « grève » des commerçants. Ceux qui refusent de fermer ont leurs magasins saccagés

par des bandes fascistes. Résultat : se nourrir est devenu pour les travailleurs plus difficile que jamais.

Ajoutons-y la grève des médecins, dentistes, avocats et de certains ingénieurs.

A l'heure où le Parti démocrate-chrétien appelait ses membres à « passer de l'état d'alerte à celui de mobilisation », des sabotages ont été effectués sur les voies ferrées. A l'heure qu'il est, il est clair que l'impérialisme U.S. est décidé à regagner le terrain perdu par tous les moyens ; il est clair aussi que seule la mobilisation populaire pourra le faire échouer.

DERNIERE MINUTE :

Nous apprenons que le cargo chargé de 1250 tonnes de cuivre chilien aurait été déchargé le lundi 23 octobre. D'où viennent les pressions qui ont conduit les dockers du Havre à réviser leur attitude ? Car si le bateau avait été contraint de repartir au Chili, au moins le peuple chilien aurait récupéré sa matière première. Tandis que si les sociétés françaises intéressées récupèrent le cuivre, le peuple chilien risque de ne jamais en voir le paiement.

Que penser aussi de l'argument selon lequel les ouvriers des sociétés françaises clientes — parmi lesquelles Tréfinmétaux — auraient été réduits au chômage ?

Une chose est sûre : ce n'est pas aux ouvriers de faire les frais des difficultés des sociétés capitalistes. C'est par la lutte qu'ils imposent le paiement de leur salaire, quelle que soit la situation.

Seuls les dirigeants révisionnistes peuvent nous affirmer qu'entre les intérêts du peuple chilien et ceux des ouvriers français, il nous faut choisir, parce qu'ils ne veulent pas entendre parler de lutte. Pour nous, c'est aux capitalistes de payer et c'est par la lutte qu'on peut le leur imposer.

Portugal LA COLÈRE POPULAIRE GRONDE

Le 12 octobre la police de sûreté fait irruption dans la faculté de droit de Lisbonne pour disperser une réunion de l'association des étudiants. « Accueillie » par les huées et les jets de pierre des étudiants anti-fascistes, elle tire à bout portant, tuant un jeune étudiant de 26 ans, Ribeiro Santos.

A l'annonce de ce nouvel assassinat la colère du peuple portugais gronde contre la dictature sanglante de Caetano. Inquiet, celui-ci interdit toute manifestation de rue à l'occasion des obsèques du jeune étudiant assassiné.

Pourtant, le matin de l'enterrement, plusieurs milliers de personnes se retrouvent massées devant sa maison. Lorsque le cercueil apparaît sur le seuil de la porte pour être emporté au cimetière en voiture, huit étudiants s'en emparent et le chargent sur leurs épaules. Des centaines de tracts sont jetés en l'air, la foule déploie de nombreuses banderoles aux cris de « Pide (1) assassin », « A bas le fascisme ! », « A bas le colonialisme ! »

Le nombreux cortège qui s'est mis en route pour le cimetière est férocement chargée par la police qui fait à nouveau, de nombreux blessés. Le cercueil est arraché aux étudiants par les policiers sous les yeux des parents de Ribeiro Santos. Malgré tout des milliers de personnes se retrouvent au cimetière pour défilé devant la tombe en scandant des mots d'ordre politique contre la dictature fasciste.

Manifestations et grèves se succèdent sans arrêt dans les diverses universités espagnoles ; la dictature fasciste qui maintient le peuple portugais sous sa botte à raison d'avoir peur : ses jours sont comptés.

(1) Police de sûreté portugaise.

Communiqué de Chal'touné, journal marxiste léniniste de la Guadeloupe

Depuis quatre jours, Lucien Gatibelza, directeur du journal communiste (marxiste-léniniste), est emprisonné à la maison d'arrêt de Pointe-à-Pitre.

Inculpé d'atteinte à « l'intégrité du territoire national et à la sûreté de l'Etat » à propos de deux articles parus dans le numéro 7 et intitulés : (Dates non respectées) ; (Nous n'avons pas de famille C.R.S.).

Cette inculpation est la seconde en une année. En effet, Lucien Gatibelza a été inculpé d'atteinte à l'autorité de la justice et condamné à une amende de 500 F pour un article paru dans le numéro 2.

L'arrestation de Gatibelza intervient après l'inculpation, l'arrestation et la mise sous contrôle judiciaire de Deglas et Del Vecchio, après l'inculpation des dirigeants de l'U.G.A.S. (Union guadeloupéenne d'aide et de solidarité), montre que la répression est une réalité permanente en Guadeloupe.

Les amis de Chal'touné lancent un appel aux Guadeloupéens émigrés (étudiants et travailleurs), aux travailleurs français, aux démocrates épris de liberté et de justice pour arracher Lucien Gatibelza à la prison colonialiste.

DEFENDONS LA LIBERTE DE LA PRESSE ET LA LIBERTE D'OPINION!
DEFENDONS LES LIBERTES DEMOCRATIQUES !

Les amis de Chal'touné.

Ecoutez les radios révolutionnaires



TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h
16 h
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

L'IMPÉRIALISME U. S. A GENOUX

La grande presse et les organes officiels d'information du monde capitaliste développent une campagne forcenée au sujet de l'imminence d'un cessez-le-feu en Indochine. Les nouvelles se succèdent toutes plus sensationnelles les unes que les autres, depuis maintenant plusieurs semaines.

Mais pour l'instant, rien ne vient confirmer solidement l'éventualité d'un accord quelconque accepté par les patriotes indochinois face aux agresseurs impérialistes américains. Le fantôme Thieu sert d'alibi à ces derniers pour qu'ils poursuivent leurs crimes monstrueux, notamment les bombardements de terreur sur l'ensemble du territoire de la nation vietnamienne, au Nord comme au Sud, ainsi que sur le Cambodge et le Laos.

Pour ce qui nous concerne, nous nous en tenons et tiendrons toujours aux seules informations publiées par les porte-parole indochinois officiels, en provenance de la République Démocratique du Nord-Vietnam ou du G.R.P. du Sud-Vietnam, des organes khmers ou laos.

Ce que nous pouvons donc affirmer, c'est que l'étau des forces populaires du peuple se resserre toujours plus sûrement autour des grandes villes et bases occupées par les agresseurs américains et leurs fantoches.

VIETNAM



Les combattants de l'Armée Populaire de Libération toujours plus nombreux, toujours plus déterminés, toujours plus confiants.

Aussi, inéluctablement, la guerre ne pourra-t-elle se terminer que par le départ de toutes les forces impérialistes, après quoi les peuples

indochinois régleront eux-mêmes leurs propres affaires nationales.

Ce sera là une victoire historique d'une portée incalculable remportée par de petits peuples héroïques contre le plus puissant impérialisme du monde.

C'est avec le souci d'obtenir des informations véritables que nous accueillerons les représentants des patriotes vietnamiens, khmers et laos

au meeting organisé mardi prochain 31 octobre, au cinéma Ménil-Palace, 38 rue de Ménilmontant à Paris.

Nous appelons les lecteurs de l'H.R. à venir nombreux à cette soirée, auxquelles les circonstances actuelles donnent une importance de premier plan.

Les peuples vietnamien, khmer et lao vaincront !

24 octobre, 15 h.

LAOS



Une escouade de l'Armée Populaire de Libération abat deux avions pirates américains à coups de fusil.

CAMBODGE



La population cambodgienne des zones libérées accueille avec enthousiasme les combattants de l'Armée de Libération.

Cambodge :

Moscou complice des assassins

Le mot n'est pas trop fort. Une « fuite » américaine vient de révéler un fait, sidérant seulement pour ceux qui n'ont pas encore compris la vraie nature du social-impérialisme soviétique. Selon les déclarations d'un de ses membres, le sénateur Moorhead, une commission d'enquête du Sénat « a découvert qu'une partie des produits américains dépêchés au Cambodge était réassurée par une compagnie appartenant à l'Etat soviétique » (voir « le Monde » du 21-9-72).

Pour en comprendre toute l'ampleur, il faut se rappeler que les « produits » que les Américains acheminent au Cambodge sont essentiellement des armes, des munitions, des bombes destinées à semer la mort parmi le peuple cambodgien, à ravager son pays.

Une société cambodgienne, la SNA, est responsable de cet ignoble trafic et s'en réjouit : « La guerre est une bonne affaire pour nous », affirme un de ses responsables. C'est aussi une bonne affaire pour l'Etat soviétique qui « couvre » financièrement cette opération en réassurant la SNA. Il participe ainsi à des bénéfices qui semblent substantiels, les « marchandises » étant acheminées sous la protection militaire des Américains et des Sud-Vietnamiens !

Camarades encore trompés par les mensonges du révisionnisme, il faut ouvrir les yeux. Comment un fait aussi scandaleux est-il possible ? Pourquoi l'U.R.S.S. s'obstine-t-elle à refuser de reconnaître le gouvernement que le peuple cambodgien, qui a pris les armes pour chasser l'agresseur yankee, s'est donné pour diriger sa lutte : le G.R.U.N.K. dirigé

par le prince Sihanouk ?

Pourquoi maintient-elle ses relations diplomatiques avec le gouvernement archi-traître du sinistre fantôme Lon Nol ?

Quelles activités réelles l'ambassade soviétique — forte de cinquante membres — mène-t-elle en coulisse à Pnom Penh ?

Si vous doutez de ces faits, posez la question dans vos cellules ou à vos relations du P.«C.»F. et exigez qu'il vous soit répondu.

Quant à nous, nous vous l'affirmons : les dirigeants révisionnistes de Moscou aspirent à se partager le monde avec leur compère l'impérialisme américain. Et ils n'hésitent pas, pour cela, à tenter de poignarder dans le dos la lutte des peuples qui refusent de se soumettre à leur domination, comme celle du peuple palestinien, comme celle du peuple cambodgien.

Mais la lutte héroïque et victorieuse du peuple cambodgien dénonce un peu plus chaque jour ses véritables ennemis : ceux qui l'agressent à visage découvert comme ceux qui se masquent pour faire leurs mauvais coups dans l'ombre. D'ores et déjà, plus de 90 % du territoire cambodgien a été libéré par les forces armées populaires et est administré par le G.R.U.N.K.

Retranchés dans leur repaire de Pnom Penh où la pénurie de vivres se fait déjà cruellement sentir, Lon Nol et sa clique tremblent sous les tirs de roquettes tirés en plein centre de la ville par les forces patriotiques. Les rêves de partage du monde des deux super-puissances volent en éclats : la victoire du peuple cambodgien est déjà là.